



Европейски парламент Parlamento Europeo Evropský parlament Europa-Parlamentet Europäisches Parlament  
Euroopa Parlament Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο European Parliament Parlement européen Parlaimint na hEorpa  
Europski parlament Parlamento europeo Eiripas Parlaments Europos Parlamentas Európai Parlament  
Parlament Ewropew Europees Parlement Parlament Europejski Parlamento Europeu Parlamentul European  
Európsky parlament Evropski parlament Euroopan parlamentti Europaparlamentet

## Liste des publications du Think Tank du PE

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank>

Critères de recherche utilisés pour générer la liste :

Tri Tri par date  
Mot-clé "formalité administrative"

143 Résultat(s) trouvé(s)

Date de création : 19-04-2024

## HOT – A head office tax system for small companies

Type de publication Briefing

Date 18-03-2024

Auteur BAERT Pieter

Domaine politique Fiscalité

Mot-clé construction européenne | droit fiscal | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | espace de liberté, sécurité et justice | FINANCES | fiscalité | fiscalité | formalité administrative | impôt sur les sociétés | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé When businesses start operating across borders, they are faced with a new and unfamiliar corporate tax system in each EU Member State. As a result, businesses with cross-border activities have to spend time and resources on understanding and complying with complex local corporate tax rules. This represents a significant administrative burden, in particular for small companies. To lower tax compliance costs, the European Commission tabled on 12 September 2023 a proposal for a Council directive to establish a head office tax system (HOT) for small businesses. Under HOT, micro-enterprises and small and medium-sized enterprises operating exclusively through permanent establishments would be able to continue to apply their national corporate tax rules – i.e. the rules they are already most familiar with – when they expand across borders. They would also be able to file a single tax return in the Member State of their head office, rather than separate tax returns in the different Member States. This would cut compliance costs and remove an important barrier to the cross-border expansion of small companies in the single market. The proposal is subject to a special legislative procedure, requiring unanimous support in Council, following consultation of the European Parliament and the European Economic and Social Committee. The European Parliament is due to vote its (non-binding) report during the April plenary session. Second edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

## Le principe «un ajout, un retrait» – Un outil efficace pour mieux légiférer?

Type de publication Étude

Date 05-10-2023

Auteur externe Helen XANTHAKI

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé compétitivité | construction européenne | croissance économique | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | marché du travail | marché du travail | organisation de l'entreprise | politique économique | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | situation économique | stratégie européenne pour la croissance | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé Selon l'étude, le principe «un ajout, un retrait» est un outil permettant non pas de mieux mais de moins légiférer, et il ne s'agit donc pas en tant que tel d'un instrument approprié pour améliorer la législation et la réglementation. Pour une législation efficace, l'Union doit réformer dans sa globalité sa politique législative en plaçant le citoyen au cœur de sa communication en la matière. Le Parlement européen doit prendre sa place au premier plan de ce processus et défendre le droit des citoyens à une meilleure législation. Pour concrétiser cette réforme, la commission JURI doit se placer au centre des délibérations, par l'intermédiaire d'un groupe de travail consacré à l'amélioration de la réglementation, afin de mener une réflexion constante sur l'amélioration de la réglementation avec le soutien d'un réseau d'experts universitaires européens. La présente étude a été réalisée pour le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles du Parlement européen à la demande de la commission JURI.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Améliorer la coopération transfrontière pour la perception des amendes administratives et le recouvrement des créances

Type de publication Étude

Date 26-05-2023

Auteur externe Prof. Dr. Marc RÖCKINGHAUSEN and Prof. Dr. Christof MÜTHERS

Domaine politique Droit international privé et coopération judiciaire en matière civile | Fiscalité | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Marché intérieur et union douanière | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé cadre politique | coopération transfrontalière | créance | DROIT | droit civil | formalité administrative | infraction administrative | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | pouvoirs publics | RELATIONS INTERNATIONALES | sanction administrative | VIE POLITIQUE

Résumé Cette étude, commandée par le département thématique des droits des citoyens et des affaires constitutionnelles à la demande de la commission JURI, examine les lacunes et les améliorations possibles de la coopération administrative entre les États membres en ce qui concerne la perception des amendes et le recouvrement des créances. Il est nécessaire de mettre en place des instruments juridiques pour faciliter la coopération transnationale et ce, d'autant plus que les termes «amende» et «créance» ont souvent des définitions différentes selon les États membres. La décision-cadre 2005/214/JAI constitue en principe une base juridique opérationnelle pour les amendes relatives aux infractions qu'elle régit. L'article 82, paragraphe 1, du traité FUE ne couvre que la coopération entre les autorités judiciaires, les autorités administratives n'étant généralement pas prises en compte. Les modifications peuvent être fondées sur l'article 114, paragraphe 1, du traité FUE si elles complètent les dispositions relatives à l'assistance à l'information, à la notification et au recouvrement.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [NL](#)

## [Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises](#)

Type de publication En bref

Date 07-11-2022

Auteur SPINACI STEFANO

Domaine politique Affaires économiques et monétaires

Mot-clé communication des données | droit de l'Union européenne | développement durable | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique de l'environnement | politique de l'environnement de l'UE | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | responsabilité sociale de l'entreprise | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | économie verte | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé En avril 2021, la Commission européenne a proposé une directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises. Cette directive établit de nouvelles règles sur la publication d'informations en matière de durabilité dans l'Union européenne, fondées sur la modification et l'élargissement du champ d'application de la publication d'informations ainsi que sur le renforcement de la normalisation dans le cadre de l'actuelle directive sur la publication d'informations non financières. Un accord politique provisoire conclu entre le Parlement et le Conseil est prévu pour un vote en première lecture lors de la session plénière de novembre I.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Guichet douanier unique](#)

Type de publication En bref

Date 28-09-2022

Auteur BAERT Pieter

Domaine politique Marché intérieur et union douanière

Mot-clé changement technologique | exportation (UE) | formalité administrative | importation | politique tarifaire | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | profession de la douane | technologie et réglementation technique | union douanière | VIE POLITIQUE | échanges économiques | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé L'UE étant le plus grand bloc commercial au monde, des millions de déclarations en douane transitent chaque année par les autorités nationales. Afin de garantir une approche simplifiée et numérique, la Commission européenne a proposé la mise en place d'un guichet unique européen pour les douanes, qui permettrait aux opérateurs de remplir en même temps toutes leurs exigences documentaires. À la suite des négociations interinstitutionnelles, les négociateurs du Parlement européen et du Conseil sont parvenus à un accord provisoire en mai 2022, qui devrait être mis aux voix lors de la session plénière d'octobre I.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Tracking the EU Commissioners' commitments - Von der Leyen Commission, 2019 - 2024: Maroš Šefčovič](#)

Type de publication Briefing

Date 20-09-2022

Mot-clé autonomie stratégique | Commission européenne | communication | consultation publique | DROIT | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | petites et moyennes entreprises | politique internationale | pouvoir exécutif et administration publique | RELATIONS INTERNATIONALES | simplification législative | sources et branches du droit | transparence administrative | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | vice-président d'une institution | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé This briefing follows up the commitments made by the commissioner since 2019.

Briefing [EN](#)

## [Technical support provided to EU Member States](#)

Type de publication Briefing

Date 31-05-2022

Auteur HAASE Diana

Domaine politique Budget | Contrôle budgétaire

Mot-clé ajustement structurel | cohésion économique et sociale | construction européenne | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | fonds (UE) | formalité administrative | gestion administrative | gestion financière | GÉOGRAPHIE | géographie économique | information et traitement de l'information | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | règlement (UE) | règlement financier | répartition du financement de l'UE | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | État membre UE

Résumé The Committee on Budgetary Control (CONT) organised a public hearing with the aim to get a better understanding about technical support and related challenges, especially concerning the areas of better administration, digitalisation and EU funds implementation. This briefing provided background information to this debate that took place 21 April 2022. It examines technical support as well as relevant technical assistance activities and provides a short insight into links between such support and administrative capacity building. The theme of this hearing is technical support; the instruments set up for this purpose are relatively new and, as it will be explained later, the availability of coherent and all encompassing lessons drawn from their experience is still limited. There are however possible overlaps, or rather synergies and complementarities with technical assistance activities in different policy areas. The author chose cohesion policy where technical assistance activities have been pursued for decades, and co-financing of projects aiming at administrative capacity building has been prominent for several programming periods. Lessons learnt in the cohesion area can also feed the debate, as it is also obvious from the strong interservice cooperation among the different Commission services involved in technical support or assistance and administrative capacity building.

Briefing [EN](#)

## [Le rétrécissement de l'espace dévolu à la société civile en Europe](#)

Type de publication En bref

Date 02-03-2022

Auteur DEL MONTE Micaela

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union

Mot-clé cadre politique | DROIT | droits et libertés | démocratie | formalité administrative | liberté d'association | liberté d'expression | organisation non gouvernementale | ORGANISATIONS INTERNATIONALES | organisations non gouvernementales | participation sociale | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | société civile | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | vie sociale | État de droit

Résumé Lors de sa première période de session de mars 2022, le Parlement est appelé à voter sur un rapport d'initiative de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE), qui préconise l'adoption de nouvelles mesures visant à protéger et à renforcer la participation d'organisations de la société civile à la vie démocratique de l'Union européenne. Reconnaisant la contribution des organisations de la société civile (OSC) pour promouvoir les valeurs de l'Union consacrées par l'article 2 du traité sur l'Union européenne, et en particulier les droits fondamentaux, le rapport met en lumière les problèmes auxquels les OSC doivent faire face, particulièrement au lendemain de la pandémie de COVID-19.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Un statut pour les associations et organisations à but non lucratif européennes transfrontalières](#)

Type de publication En bref

Date 10-02-2022

Auteur DEL MONTE Micaela

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Démocratie

Mot-clé association européenne | commercialisation | dimension transfrontière | DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | entreprise sociale | formalité administrative | forme juridique de société | libre prestation de services | organisation de l'entreprise | pouvoir exécutif et administration publique | prestation de services | proposition (UE) | QUESTIONS SOCIALES | région et politique régionale | société sans but lucratif | statut juridique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie sociale | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE

Résumé Lors de la plénière de février 2022, le Parlement mettra aux voix un rapport d'initiative législative par lequel il demandera à la Commission de proposer une directive arrétant des mesures communes pour les organisations à but non lucratif ainsi qu'un règlement instaurant un statut pour les associations et organisations à but non lucratif européennes transfrontalières. Dans son rapport, il constate que, si les organisations à but non lucratif font partie intégrante de l'économie européenne, elles se heurtent à de nombreux obstacles juridiques et administratifs lorsqu'elles cherchent à exercer leurs activités par-delà les frontières. Il estime par ailleurs que l'instauration de normes minimales à l'échelle de l'Union et la possibilité d'acquérir la personnalité juridique les aideraient à surmonter ces difficultés.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Communication, par certaines entreprises et succursales, d'informations relatives à l'impôt sur les bénéfices](#)

Type de publication En bref

Date 08-11-2021

Auteur KARABOYTCHIEVA Miroslava Kostova

Domaine politique Fiscalité

Mot-clé administration fiscale | collecte de données | communication des données | coopération administrative | DROIT | droit pénal | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | entreprise multinationale | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | fraude fiscale | impôt sur le revenu | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | lutte contre le crime | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | type d'entreprise | VIE POLITIQUE | vie sociale | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | évasion fiscale

Résumé La transparence fiscale est devenue un outil important dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales. La déclaration pays par pays (DPPP) vise à exiger des entreprises multinationales qu'elles fournissent suffisamment de données pour que l'on puisse distinguer quelle partie de leur activité est liée à un pays donné. La proposition de directive de la Commission européenne sur la DPPP a été présentée pour la première fois en 2016. Les négociations interinstitutionnelles ont débouché sur un accord provisoire en juin 2021. Le Parlement européen devrait voter cet accord en seconde lecture lors de sa session plénière de novembre I.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Establishing a framework for a European digital identity](#)

Type de publication Briefing

Date 29-10-2021

Auteur TUOMINEN ULLA-MARI

Domaine politique Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé administration électronique | analyse économique | commercialisation | communication des données | construction européenne | données personnelles | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | marché unique numérique | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | prestation de services | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | protection des données | règlement (UE) | signature électronique | technologie et réglementation technique | technologie numérique | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé This briefing provides an initial analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's impact assessment (IA) accompanying the above-mentioned proposal, submitted on 3 June 2021 and referred to the European Parliament's Committee on Industry, Research and Energy (ITRE). The proposal seeks to amend Regulation (EU) No 910/2014 on electronic identification and trust services for electronic transactions in the internal market (the eIDAS Regulation) in order to better meet the new market and societal demands for trusted government eID linked solutions and for attributes and credentials provided by the public and private sector, which would be recognised across the EU for accessing both public and private services. This proposal would also address users' expectations to have more control over their personal data. This initiative, which European Commission President Ursula von der Leyen announced in her State of the Union speech of 16 September 2020, is included in the Commission's 2021 work programme and is part of the strategy on shaping Europe's digital future. In its conclusions of 1-2 October 2020, the European Council invited the Commission to come forward with a proposal for a European digital identity framework by mid-2021.

Briefing [EN](#)

## [The role of non-financial performance indicators and integrated reporting in achieving sustainable value creation](#)

Type de publication En bref

Date 24-09-2021

Auteur BUX Udo | PARENTI RADOSTINA

Auteur externe DINH, T., HUSMANN, A. and MELLONI G.,

Domaine politique Affaires économiques et monétaires

Mot-clé adaptation au changement climatique | communication des données | directive (UE) | documentation | droit de l'Union européenne | développement durable | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | gestion comptable | impact sur l'environnement | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | organisation de l'entreprise | politique de l'environnement | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | publicité des comptes | rapport d'activité | responsabilité sociale de l'entreprise | réduction des émissions de gaz | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The original full study is a structured analysis of the current scientific evidence on the effects of sustainability reporting including non-financial performance indicators, stand-alone sustainability reporting as well as integrated reporting. It discusses the benefits and challenges particularly related to internal decision-making, external transparency as well as financial and non-financial/environmental, social and governance effects. Further, it offers policy recommendations in view of the European Commission's proposal on the Corporate Sustainability Reporting Directive.

En bref [EN](#)

## Fair and simpler taxation supporting the recovery strategy – Ways to improve exchange of information and compliance to reduce the VAT gap

Type de publication Étude

Date 20-09-2021

Auteur SAULNIER JEROME LEON

Domaine politique Valeur ajoutée européenne

Mot-clé analyse économique | analyse économique | coopération fiscale européenne | coopération transfrontalière | DROIT | droit pénal | délit fiscal | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | harmonisation fiscale | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | RELATIONS INTERNATIONALES | reprise économique | réforme fiscale | situation économique | taxation de l'économie numérique | TVA | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé Member States have agreed that the definitive VAT reform in the EU should proceed only if it can be demonstrated that its impact on reducing the VAT gap is substantial and if the burden on businesses is also reduced. This study analyses these issues in detail, with a view to identifying possible challenges for the EU and on evaluating the European Added Value (EAV) of potential policy options to address these challenges. The study also includes a thorough comparative economic analysis of the EAV of a series of scenarios based upon the policy options identified. The results confirm that complexity remains the main factor behind both the VAT gap and the high level of compliance costs for businesses in all scenarios. Regarding the impact of each scenario compared to the baseline in 2025, the study finds an EAV of around €39 billion for the scenario of extended cooperation with exchange of information and a one-stop shop. This can be broken down into a reduction of the VAT gap of around €29 billion, and a reduction of the compliance costs for businesses of almost €10 billion. A slightly higher EAV of around €45 billion is found for the scenario of extended cooperation with a definitive VAT regime and a one-stop shop. Finally, a higher EAV of €71 billion is found for the most ambitious scenario, including establishment of an EU treasury and VAT administered at EU level. This most ambitious scenario is, however, rather unlikely to gather sufficient support at the current juncture and would also require substantial Treaty change. As the definitive VAT regime continues to be delayed, this evaluation also emphasises the potential for a scenario of extended cooperation through reinforced exchange of information and a one-stop shop. However, the extent to which Member States are likely to coordinate a concerted move, as assumed by some commentators, remains to be demonstrated at this stage.

Étude [EN](#)

## EU long-term vision for rural areas: Pre-legislative synthesis of national, regional and local positions on the European Commission's initiative

Type de publication Briefing

Date 29-06-2021

Auteur COLLOVA Claudio | MCELDOWNEY James

Domaine politique Agriculture et développement rural

Mot-clé agglomération rurale | collectivité rurale | construction européenne | documentation | démographie et population | dépopulation | développement rural | formalité administrative | habitat rural | initiative de l'UE | innovation | migration | migration rurale | population rurale | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | QUESTIONS SOCIALES | rapport | recherche et propriété intellectuelle | région et politique régionale | région rurale | UNION EUROPÉENNE | urbanisme et construction | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé This Briefing forms part of an EPRS series offering syntheses of the pre-legislative state of play and consultation on key European Commission priorities during the current five-year term. It summarises the state of affairs in the relevant policy field, examines how existing policy is working on the ground, and, where possible, identifies best practice and ideas for the future on the part of governmental organisations at all levels of the EU system of multilevel governance. EPRS analysis of the positions of partner governmental organisations at EU, national, regional and local levels suggests that these public authorities would like the following main considerations to be reflected in discussions on the forthcoming Commission communication on the long-term vision for rural areas: • The EU level recognises that rural areas represent the fabric of European society. There is a growing concern at the EU level that some citizens living in remote rural areas feel 'left behind'. • Local and regional authorities point out that, if the rural agenda is to be successful, it cannot be based on a one-size-fits-all approach, but needs to be tailored to territories' specificities. This applies, for instance, to overcoming demographic challenges. • When it comes to digitalisation and mobility, all levels of governance see the provision of infrastructure as a necessary – but not sufficient – condition for progress. There is a consensus on the importance of bottom-up participation of local communities to meet local needs, which is behind the 'smart village' concept. • Governmental organisations at all levels of governance see environment protection and action against climate change as a pre-condition for growth. There is a clear call to modernise the farming sector, coupled with the need to diversify the rural economy as whole. According to public bodies at local, regional and national levels, the experience with the Covid-19 pandemic has proven that there are potential opportunities for future development of rural areas, starting with jobs that can be carried-out remotely. • Regional and local administrations call for EU and national administrative procedures to be made less cumbersome and for different types of funds to be streamlined and combined, applying a 'multi-fund' approach. Finally, the evidence gathered points to additional funding opportunities for rural areas. These include concrete cases of private initiatives, national intervention when the provision of a public good is not commercially viable, and State aid and tax credits, when appropriate.

Briefing [EN](#)

## [Background note on “Simplification” for the CONT hearing: “Will simplification suggested for the new MFF period bring the necessary balance between more efficient, effective and correct spending of EU funds?”](#)

Type de publication Briefing

Date 15-06-2021

Auteur CALATOZZOLO Rita

Domaine politique Budget | Contrôle budgétaire

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | cadre financier pluriannuel | cohésion économique et sociale | construction européenne | Cour des comptes européenne | documentation | DROIT | droit de l'Union européenne | finances de l'Union européenne | Fonds structurels et d'investissement européens | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique agricole | politique agricole commune | politique réglementaire | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | programme-cadre de recherche et développement | rapport | recherche et propriété intellectuelle | règlement (UE) | répartition du financement de l'UE | simplification législative | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé This note intends to provide general information about simplification as well as to look a bit more in detail on this issue in the framework of Cohesion Policy, Common Agricultural Policy and Research. These three EU policies represent sectors that largely benefit from the financing of the EU budget and have experienced simplification due to the response of the Commission, the European Parliament and the Council to the requests of final beneficiaries. At the same time, there have been repeated calls from the European Court of Auditors regarding these policies to reduce their complexity and further apply simplification measures, without compromising their functioning and the sound financial management of the EU budget.

Briefing [EN](#)

## [État de l'Union des PME](#)

Type de publication En bref

Date 02-06-2021

Auteur RAGONNAUD Guillaume

Domaine politique Industrie

Mot-clé analyse économique | conséquence économique | documentation | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | INDUSTRIE | maladie à coronavirus | petites et moyennes entreprises | politique et structures industrielles | politique industrielle de l'UE | politique réglementaire | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | rapport | résolution PE | santé | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | épidémie

Résumé Au cours de la session plénière de juin 2021, le Parlement tiendra une discussion commune sur «l'état de l'Union des PME» et sur les efforts visant à réduire la charge administrative pesant sur les micro, petites et moyennes entreprises (PME), dans le cadre du programme pour une meilleure réglementation récemment mis à jour.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [A statute for European cross-border associations and non-profit organisations](#)

Type de publication Étude

Date 06-05-2021

Auteur FERNANDES MEENAKSHI | MULLER KLAUS

Auteur externe Anheier, Helmut K.

Domaine politique Valeur ajoutée européenne

Mot-clé action de l'UE | analyse comparative | construction européenne | coopération transfrontalière | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | exonération fiscale | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | forme juridique de société | GÉOGRAPHIE | géographie économique | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | RELATIONS INTERNATIONALES | société civile | société sans but lucratif | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | État membre UE

Résumé The study examines the potential EU added value of the policy options (encouraging cross-border transactions, enhancing social outcomes and increasing economic contributions) as well as the drawbacks. In addition, the assessment highlights supporting non-legislative measures that could promote specific NPO functions in the EU.

Étude [EN](#)



## [The role of Points of Single Contact \(PSCs\) and other information services in the Single Market \(At A Glance - Study In Focus\)](#)

Type de publication En bref

Date 09-11-2020

Auteur externe Pau SALSAS-FORN et al.

Domaine politique Marché intérieur et union douanière | Protection des consommateurs

Mot-clé accès à l'information de l'UE | action de l'UE | construction européenne | coopération administrative | diffusion de l'information de l'UE | documentation | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | libre prestation de services | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | procédure administrative | rapport de recherche | ressortissant de l'UE | règlement (UE) | sensibilisation du public | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé This At A Glance summarises the key findings of the original study, which analysed the role and development of Points of Single Contact and other information services. The study reviewed recent policy documents, and identified a range of weaknesses for the provision of contact points. The main recommendations were to improve monitoring (using the indicators and the Single Market Scoreboard) and make use of infringement proceedings in case of non-compliance. The actions could be built on the instruments available under the recent Single Digital Gateway Regulation. This document was provided by the Policy Department for Economic, Scientific and Quality of Life Policies at the request of the committee on Internal Market and Consumer Protection (IMCO).

En bref [EN](#)

## [La poursuite de la mise en place de l'union des marchés des capitaux](#)

Type de publication En bref

Date 30-09-2020

Auteur DELIVORIAS Angelos

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Coronavirus

Mot-clé Autorité européenne des marchés financiers | Bourse des valeurs | capitaux à risque | DROIT | droits et libertés | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | formalité administrative | garantie des investissements | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | investissement et financement | libre circulation des capitaux | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | protection de la vie privée | protection des données | technologie et réglementation technique | technologie financière | type d'entreprise | union des marchés des capitaux | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Les mesures prises pour créer une union des marchés des capitaux (UMC) devraient avoir pour objectif d'améliorer l'éventail des possibilités de financement offertes aux entreprises et aux citoyens. La commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a adopté un rapport d'initiative sur la poursuite de la mise en place de l'UMC, qui devrait être mis aux voix lors de la session plénière d'octobre I. Ce rapport préconise des mesures spécifiques pour aider au financement des entreprises, favoriser les investissements transfrontières et à long terme, renforcer l'architecture du marché et soutenir les investisseurs de détail, ainsi que l'adoption d'un cadre pour la finance numérique.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [European business statistics](#)

Type de publication Briefing

Date 15-01-2020

Auteur DELIVORIAS Angelos

Domaine politique Affaires économiques et monétaires

Mot-clé analyse économique | collecte de données | DROIT | droit de l'Union européenne | entreprise | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | méthode statistique | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | statistique de l'UE | statistique économique | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | élaboration du droit de l'UE

Résumé In the context of the work of reviewing the fitness of current regulations (REFIT), the Commission has decided to amend Regulation (EC) No 184/2005 and repeal 10 legal acts in the field of business statistics. The aim is to reduce the administrative burden for businesses, especially SMEs, and to put an end to legal fragmentation in the field of European business statistics. The Commission is proposing to establish a common legal framework for the development, production and dissemination of European statistics related to business structure, economic activities and performance, as well as on international transactions and research and development activities in the EU economy; and for the European network of national statistical business registers and the EuroGroups Register. The regulation includes provisions covering business registers, the data sources to be used, and the exchange of confidential data for the purpose of intra-Union trade in goods statistics. The final act was signed on 27 November 2019 and published in the Official Journal on 17 December 2019. It will apply from 1 January 2021, with the exception of certain articles, which will apply from 1 January 2022. Second edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)



## Commitments made at the hearing of Elisa FERREIRA, Commissioner-designate - Cohesion and Reforms

Type de publication Briefing

Date 22-11-2019

Auteur DIETZEN Stephan Klaus | KOŁODZIEJSKI Marek

Domaine politique Développement régional

Mot-clé ajustement structurel | audition publique | changement climatique | cohésion économique et sociale | commissaire européen | construction européenne | convergence économique | DROIT | droits et libertés | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | nomination des membres | Parlement | Parlement européen | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | question orale | région et politique régionale | région périphérique | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | égalité homme-femme

Résumé The commissioner-designate, Elisa Ferreira, appeared before the European Parliament on 02 October 2019 to answer questions put by MEPs from the Committee on Regional Development. During the hearing, she made a number of commitments which are highlighted in this document. These commitments refer to her portfolio, as described in the mission letter sent to her by Ursula von der Leyen, President-elect of the European Commission, including:  
- Cohesion, reforms and a just transition.

Briefing [EN](#)

## European maritime single window: Harmonised digital reporting for ships

Type de publication Briefing

Date 26-08-2019

Auteur PAPE Marketa

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Transports

Mot-clé coopération administrative | formalité administrative | harmonisation des normes | information et traitement de l'information | politique portuaire commune | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | technologie et réglementation technique | transport maritime | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Every time a ship calls at a port, its maritime transport operator has to submit a set of pre-arrival information to a range of entities and agencies. Currently, the reporting process is not harmonised across EU ports. In addition, the information provided by ships is not efficiently shared among the actors concerned. The resulting multiple reporting places an excessive administrative burden on shipping operators, with negative impacts rippling down the logistics chain. Within broader efforts to modernise EU transport, the European Commission is proposing to bring all the reporting linked to a port call together into one digital space – the 'European Maritime Single Window', to harmonise reporting procedures for shipping operators and to ensure data can be shared and reused efficiently. Interinstitutional negotiations concluded on 7 February, the agreed text was adopted by the Parliament in plenary on 18 April and by Council on 13 June 2019. After publication in the Official Journal, the new regulation entered into force on 14 August 2019, while the measures within it will apply from 15 August 2025. Third edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

## Detailed technical measures for the definitive VAT system for cross-border goods trade

Type de publication Briefing

Date 20-06-2019

Auteur REMEUR Cécile

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Affaires économiques et monétaires

Mot-clé commercialisation | commission PE | coopération fiscale européenne | distribution commerciale | documentation | droit de l'Union européenne | FINANCES | fiscalité | fiscalité | formalité administrative | harmonisation fiscale | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | livraison | organisation des transports | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | prestation de services | proposition (UE) | rapport | taxe professionnelle | transport de marchandises | TRANSPORTS | TVA | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange intra-UE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The common European value added tax (VAT) system was set up in 1967, and reformed in 1993, to adapt it to the entry into force of the European Union (EU) internal market. The existing rules governing intra Community trade were therefore intended to be transitory. While VAT has become an important source of revenue for both national governments and the EU budget, the current system is ill-adapted to the challenges of a modern economy. A substantial review was initiated as from 2016, to update the EU VAT system and make it less vulnerable to fraud, as described in the April 2016 VAT action plan. The proposal, adopted on 25 May 2018, would amend the VAT Directive (Directive 2006/112/EC), to introduce detailed technical measures for the definitive VAT system for intra-EU business to business (B2B) trade in goods. The present proposal follows and complements the adoption of Council Directive (EU) 2018/1910 on 4 December 2018. The Parliament adopted its position on the proposal on 12 February 2019; the Council has yet to finalise its position. Third edition of a briefing originally drafted by Ana Claudia Alfieri, and subsequently updated by Laura Puccio. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

## [Révision du code des visas](#)

Type de publication En bref

Date 10-04-2019

Auteur RADJENOVIC Anja

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé accord de Schengen | coopération administrative | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | formalité administrative | migration | migration illégale | politique de l'UE en matière de visas | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | règlement CE | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé En mars 2018, la Commission européenne a présenté une proposition de révision du code des visas de l'Union. Cette proposition vise avant tout à améliorer la politique commune des visas tout en tenant compte des enjeux en matière de migration et de sécurité, par un renforcement du rôle que joue la politique des visas dans le cadre de la coopération entre l'Union et les pays tiers. Les questions économiques entreront également en ligne de compte: en effet, le traitement des visas sera facilité pour les voyageurs en règle contribuant à l'économie de l'Union ou participant à son développement culturel et social. L'accord obtenu au sujet de la proposition à l'issue des négociations en trilogue doit maintenant être confirmé par le Parlement, lors d'un vote qui devrait avoir lieu pendant la session plénière d'avril II.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Promoting renewable energy sources in the EU after 2020](#)

Type de publication Briefing

Date 15-01-2019

Auteur WILSON Alex Benjamin

Domaine politique Énergie

Mot-clé consommation d'énergie | coopération transfrontalière | coopération énergétique | directive (UE) | droit de l'Union européenne | détérioration de l'environnement | développement durable | ENVIRONNEMENT | financement de l'UE | finances de l'Union européenne | formalité administrative | gaz à effet de serre | politique de coopération | politique de l'environnement | politique économique | politique énergétique | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | RELATIONS INTERNATIONALES | réduction des émissions de gaz | technologie et réglementation technique | technologie propre | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉNERGIE | énergie douce | énergie renouvelable

Résumé In November 2016, the European Commission launched the Clean Energy package, including a recast of the Directive on the promotion of renewable energy sources ('RES Directive'), with the objective of greatly increasing the share of RES in final energy consumption by 2030. The revised RES Directive aims to provide guiding principles on financial support schemes for RES, renewable energy self-consumption, energy communities and district heating. It seeks to enhance mechanisms for cross-border cooperation, simplify administrative processes, strengthen the sustainability and greenhouse gas emissions-savings criteria for biofuels, and mainstream the use of RES in the transport sector and in the heating and cooling sector. Trilogue negotiations started in February 2018 and resulted in a provisional agreement on 14 June 2018. The final text was formally adopted by Parliament (13 November 2018) and Council (4 December 2018), published in the Official Journal on 21 December 2018 and entered into force three days later. Fifth edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure. Please note this document has been designed for on-line viewing.

Briefing [EN](#)

## [Single digital gateway](#)

Type de publication Briefing

Date 19-12-2018

Auteur SCHEINERT CHRISTIAN

Domaine politique Industrie | Marché intérieur et union douanière

Mot-clé accès à l'information | communication | consommation | construction européenne | coopération administrative | droit de l'Union européenne | flux transfrontière de données | formalité administrative | information et traitement de l'information | marché unique | marché unique numérique | Parlement | parlement national | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative ordinaire | proposition (UE) | service | système d'information | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé As part of the 'compliance package', the Commission intends to provide a single digital entry point to offer easy and efficient online access for businesses and citizens, comprising: (1) information about Union and national law and administrative requirements, (2) procedures, such as company registration, and (3) services providing assistance upon request. The portal would serve start-ups and growing companies, as well as helping companies conducting business in another country. Access to these services would be non-discriminatory, i.e. citizens and businesses from other Member States would have full access to the information and services, and this not only in the language used in the country in which they want to do business. The proposal builds on several existing schemes, such as single points of entry at national level; these cover only a few fields, are not always interconnected, suffer from being little known and are therefore underutilised. In May 2018, trilogues concluded with a provisional agreement, which was then confirmed by both Parliament and Council. The final act was signed on 2 October 2018.

Briefing [EN](#)

## European Maritime Single Window environment

Type de publication Briefing

Date 18-12-2018

Auteur REMAC Milan

Domaine politique Transports

Mot-clé accident de transport | analyse économique | bateau | coopération administrative | directive (UE) | droit de l'Union européenne | formalité administrative | harmonisation des normes | information et traitement de l'information | installation portuaire | politique des transports | politique portuaire commune | politique tarifaire | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | proposition (UE) | simplification des formalités | sécurité maritime | technologie et réglementation technique | transport maritime | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé This briefing analyses the impact assessment accompanying the legislative proposal of the Commission to establish the European Maritime Single Window environment (EMSWe). The goal of the EMSWe is to decrease and harmonise throughout the EU, the reporting formalities and obligations of the maritime operators when calling at ports in the EU. The IA provides the overview of the main problems of the existing legislation and the policy options considered by the Commission to deal with them. Despite some minor inconsistencies, the IA provides a solid analysis of the current problems related to reporting obligations of ships when calling at a port.

Briefing [EN](#)

## Contribution to growth. European Public Procurement. Delivering economic benefits for citizens and businesses

Type de publication Étude

Date 14-12-2018

Auteur externe Jörg Becker, Marco Niemann, Sebastian Halsbenning

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Marché intérieur et union douanière | Planification | Protection des consommateurs | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé adjudication de marché | collecte de données | concurrence | concurrence | construction européenne | dimension transfrontière | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | informatique et traitement des données | interconnexion de systèmes | marché public électronique | marché unique | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | région et politique régionale | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange intra-UE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Numerous legislative measures have been initiated or enacted in support of the overall achievement of a Digital Single Market (DSM). This in-depth analysis provides a brief stock-taking of what has been achieved in economic terms, of what remains to be done, and of candidate initiatives for the next legislative term. The study was prepared by Policy Department A on the request of European Parliament's Committee on the Internal Market and Consumer Protection.

Étude [EN](#)

## VAT for small enterprises

Type de publication Briefing

Date 25-10-2018

Auteur REMEUR Cécile

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Affaires économiques et monétaires

Mot-clé chiffre d'affaires | commerce international | DROIT | droit de l'Union européenne | droit fiscal | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | exonération fiscale | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | gestion comptable | harmonisation fiscale | libération des échanges | petite entreprise | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | simplification législative | sources et branches du droit | TVA | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé Value added tax (VAT) is a consumption tax borne by the final consumers and collected by businesses as taxable persons. Businesses have VAT administrative obligations and act as VAT collectors. This generates compliance costs that are higher for small and medium-sized enterprises (SMEs) than for bigger businesses, in spite of the small business exemption, especially in the case of cross-border activities. The proposal for a revision of the VAT Directive relating to the common system of value added tax as regards the special scheme for small enterprises simplifies the rules, so as to reduce VAT compliance costs for SMEs by introducing simpler measures regarding invoicing, VAT registration, accounting and returns for SMEs, whether they operate in wholly domestic markets only or also across borders in the EU. The legislative proposal falls under the consultation procedure. The European Parliament adopted its resolution on 11 September 2018, and the proposal is now with the Council. Second edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure. Please note this document has been designed for on-line viewing.

Briefing [EN](#)

## [Study in Focus: ESF Beneficiaries' Experience](#)

Type de publication En bref

Date 16-08-2018

Auteur SCHULZ STEFAN

Domaine politique Budget | Emploi | Politique sociale | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé critère d'éligibilité | finances de l'Union européenne | Fonds social européen | formalité administrative | pouvoir exécutif et administration publique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé An overview of key findings of the Study "The European Social Fund: Beneficiaries' experience in the Current Funding Period", produced by Istituto per la Ricerca Sociale for the Committee on Employment and Social Affairs (EMPL).

En bref [EN](#)

## [Directive 2011/7/EU on late payments in commercial transactions](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 11-07-2018

Auteur TYMOWSKI Jan Mikolaj

Domaine politique Droit des contrats, droit commercial et droit des sociétés | Marché intérieur et union douanière | Questions financières et bancaires | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé analyse économique | clause abusive | compétitivité | contrat public | directive (UE) | DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | GÉOGRAPHIE | géographie économique | organisation de l'entreprise | paiement | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | statistique | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange commercial | échanges économiques | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | État membre UE

Résumé Directive 2011/7/EU on late payments in commercial transactions (Late Payment Directive, (LPD)) strengthened European regulations first introduced in 2000 in favour of creditors. In addition to statutory interest, the application of which is still not automatic, maximum periods were established for payments in business-to-business transactions and those with public authorities, limiting contractual freedom, which is often abused by stronger companies. Following the largely correct transposition into national law, the situation continues to vary between Member States with regard to average payment periods (especially from public authorities), and the level of implementation of additional voluntary measures (such as prompt payment codes). In the absence of harmonised measurement methods, business surveys and consultations indicate improving practices, but the attribution of this development to the LPD cannot be separated from broader economic contexts and cultural aspects easily. Further exchange of best practices and better monitoring of their effectiveness might facilitate future developments in the area of late payments, including legislative action.

Analyse approfondie [EN](#)

## [La nouvelle loi française sur la représentation d'intérêts](#)

Type de publication Briefing

Date 04-07-2018

Auteur BAUER Elisabeth | THIEL Marie

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union

Mot-clé code de conduite | DROIT | droit national | Europe | formalité administrative | France | groupe d'intérêt | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique internationale | pouvoir exécutif et administration publique | RELATIONS INTERNATIONALES | sources et branches du droit | transparence administrative | transparence du processus décisionnel | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | État membre UE

Résumé Depuis le 1er mai 2018, la nouvelle loi française sur la représentation d'intérêts est pleinement appliquée. Partie intégrante de la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite «loi Sapin II»), le train de mesures sur la représentation d'intérêts a établi un cadre réglementaire pour les activités de représentation d'intérêts ainsi qu'un registre national obligatoire (le «répertoire») pour les représentants d'intérêts. Dans le cadre d'un processus d'application graduelle, le répertoire auquel tous les représentants d'intérêts actifs doivent s'inscrire a tout d'abord été créé le 1er juillet 2017. Après s'être inscrits, avant le 1er janvier 2018, les représentants devaient déclarer leurs activités de représentation d'intérêts dans ce répertoire avant le 30 avril 2018. Le répertoire, qui compte un peu plus de 1 600 inscrits à l'heure actuelle, est tenu par la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP). En France, l'acceptation culturelle de la représentation d'intérêts en tant que profession a été lente et, en ce sens, la nouvelle loi permettra de rendre publiques les activités de représentation d'intérêts et de les réglementer, en s'inspirant de l'exemple irlandais. La loi Sapin II vise une amélioration générale de la responsabilité publique et de la transparence des processus de prise de décision. Certaines mesures en ce sens avaient déjà été prises par le passé, principalement la création, en janvier 2014, de la HATVP, organe indépendant chargé de veiller à l'intégrité et à la transparence des institutions publiques nationales.

Briefing [EN](#), [FR](#)

## [Tax transparency for intermediaries](#)

Type de publication Briefing

Date 03-07-2018

Auteur REMEUR Cécile

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Affaires économiques et monétaires | Fiscalité | Questions financières et bancaires

Mot-clé construction européenne | coopération administrative | coopération fiscale européenne | coopération transfrontalière | DROIT | droit de l'Union européenne | droit pénal | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | fraude | fraude fiscale | information et traitement de l'information | marché unique | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | procédure de consultation | proposition (UE) | RELATIONS INTERNATIONALES | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | évasion fiscale

Résumé The situations highlighted by the 'Panama papers' and 'Paradise papers', among others leaks show how certain intermediaries and other providers of tax advice appear to have facilitated companies and individuals in avoiding taxation, often through complex cross-border schemes involving routing assets to, or through, offshore entities. Among the tools to fight tax avoidance and aggressive tax planning are established mechanisms for disclosure of tax information and publication of tax-relevant information by companies. In June 2017, the Commission adopted a proposal aimed at ensuring early information on such situations, by setting an obligation to report cross-border arrangements designed by tax intermediaries or taxpayers and by including the information collected in the automatic exchange of information between tax authorities within the European Union. The directive was adopted on 25 May 2018, and it is to be applied from 1 July 2020. Third edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

## [European Maritime Single Window](#)

Type de publication Briefing

Date 14-05-2018

Auteur REMAC Milan

Domaine politique Transports | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé accident de transport | Agence européenne pour la sécurité maritime | bateau | directive (UE) | droit de l'Union européenne | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | harmonisation des normes | installation portuaire | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | organisation des transports | politique des transports | politique tarifaire | pollution par les navires | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | simplification des formalités | sécurité maritime | technologie et réglementation technique | transport de marchandises dangereuses | transport maritime | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé Reporting formalities for ships arriving in and/or departing from ports of the Member States are currently set out in Directive 2010/65/EU – the Reporting Formalities Directive (RFD). The directive aims to simplify and harmonise administrative procedures in maritime transport by introducing a single window for reporting formalities for ships. The European Commission's ex-post evaluation of the functioning of the directive showed that, eight years after its adoption, several serious problems are hampering its harmonised application throughout the EU. The main problem drivers are (1) an unsatisfactory level of national and EU harmonisation, (2) the limited scope of the directive and (3) an inefficient use of the received data by national authorities of Member States. The European Parliament has already underlined the need for simplification and harmonisation of administrative requirements for ships in maritime transport. The European Commission intends to address the problems identified to date by submitting a legislative proposal to revise the RFD in the second quarter of 2018.

Briefing [EN](#)

## [Revision of the visa code](#)

Type de publication Briefing

Date 27-04-2018

Auteur EISELE Katharina

Domaine politique Affaires étrangères | Espace de liberté, de sécurité et de justice | Tourisme

Mot-clé analyse économique | communication des données | consolidation du droit de l'UE | construction européenne | coopération administrative | coopération policière (UE) | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | formalité administrative | frontière intérieure de l'UE | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | migration | migration illégale | politique de l'UE en matière de visas | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | rapprochement des législations | statistique | système d'information | système d'information Schengen | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Although an increasing number of people have been travelling to the EU for tourism and business in recent years, visa application procedures are still costly and cumbersome. With the recast proposal on the visa code, the Commission aims to facilitate tourism, trade and business, whilst strengthening security and mitigating irregular migration. The impact assessment accompanying the proposal provides an overall convincing analysis tackling the problems of (1) insufficient finances to support visa processing; and (2) Member States' diverging practices when issuing multiple-entry visas. The Commission, however, also proposed (3) to address the lack of cooperation of some third countries in readmission matters in the visa code. One would have expected a more thorough analysis on this last aspect considering that there is no hard evidence on how visa leverage can translate into better cooperation with third countries on readmission. The Commission made efforts to consult with stakeholders and provide data, yet, the IA displays a general lack of data, statistics and evidence.

Briefing [EN](#)



## [Port reception facilities for the delivery of waste from ships](#)

Type de publication Briefing

Date 22-03-2018

Auteur VIKOLAINEN Vera

Domaine politique Environnement | Transports

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | bateau | bateau de pêche | directive CE | droit de l'Union européenne | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | gestion des déchets | installation portuaire | lutte contre la pollution | politique de l'environnement | politique portuaire commune | pollution marine | pollution par les navires | pouvoir exécutif et administration publique | protection de l'environnement | pêche | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé This note seeks to provide an initial analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's impact assessment (IA) (consisting of part 1 and part 2), accompanying the above-mentioned proposal, submitted on 16 January 2018 and referred to Parliament's Committee on Transport and Tourism. Ship-generated waste, such as oily waste, sewage and garbage, poses a significant threat to the marine environment (IA part 1, p.3). The current legal framework laying down the rules applicable to ship-generated waste is Directive 2000/59/EC (hereafter referred to as 'the directive'). The directive is based on the provisions of the International Convention for the Prevention of Pollution from Ships (the MARPOL Convention), which was developed by the International Maritime Organization (IMO) and regulates discharges at sea. The directive strengthens the regime established under MARPOL through a port-based approach, focusing on operations in ports, including 1) development of waste reception and handling plans in ports; 2) advance notification of waste by ships before entry into port; 3) mandatory delivery of ship-generated waste; 4) payment of fees by ships for the reception of their ship-generated waste; 5) exemptions for ships engaged in scheduled traffic; 6) inspections to verify compliance with the delivery requirements; and 7) development of an information and monitoring system.

Briefing [EN](#)

## [Revision of the visa code](#)

Type de publication Briefing

Date 06-03-2018

Auteur SCHERRER Amandine Marie Anne

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé communication des données | consolidation du droit de l'UE | construction européenne | coopération administrative | coopération policière (UE) | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | formalité administrative | frontière intérieure de l'UE | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | migration | migration illégale | politique de l'UE en matière de visas | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | rapprochement des législations | système d'information | système d'information Schengen | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The EU common visa code (the Visa Code) was adopted in 2009 by means of Regulation 810/2009. It establishes the procedures and conditions for issuing short-stay visas for entry into and transit through the Schengen area. This type of visa is valid for up to three months, whereas long-term visas (or residence permits) remain subject to national procedures. Regulation 767/2008 on the Visa Information System (VIS) defines the purpose and functionalities of the VIS, the computerised system aimed at facilitating the exchange of data between EU Member States and associated countries applying the common visa policy. Since its adoption, EU policy as regards short-term visas has faced a significant challenge: the delicate equilibrium between the need to promote economic growth via mobility and tourism, on the one hand, and the need to ensure the security of the Schengen area, on the other. Assessments of the implementation of the Visa Code and the VIS have shown that the requirements for obtaining a Schengen visa have had a negative impact on tourism and as a result, on EU economic growth. That said, the extent to which the provisions of the Visa Code have contributed to preserving the security of the external borders is difficult to evaluate, since the full deployment of the VIS (both at consular posts worldwide and at Schengen border crossing points) was completed relatively recently (2016). In its work programme for 2018, the European Commission announced that proposals will be tabled to revise the Visa Code and upgrade the VIS. The revision of the Visa Code, in particular, will aim at overcoming divisions triggered by the visa package submitted by the Commission in 2014. Thus far, the co-legislators have not reached an agreement on this set of measures. On the other hand, efforts to upgrade the VIS will be aimed at enhancing visa processing further, among other things through improving law enforcement authorities' access to the VIS, including new categories of data in the system, and ensuring the interoperability of the VIS with the other existing large-scale IT systems in the area of freedom, security and justice.

Briefing [EN](#)

## [La transparence fiscale pour les intermédiaires](#)

Type de publication En bref

Date 22-02-2018

Auteur REMEUR Cécile

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Fiscalité | Questions financières et bancaires

Mot-clé construction européenne | coopération administrative | coopération fiscale européenne | coopération transfrontalière | DROIT | droit de l'Union européenne | droit pénal | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | entreprise multinationale | FINANCES | finances de l'Union européenne | fiscalité | formalité administrative | fraude | fraude fiscale | information et traitement de l'information | marché unique | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | RELATIONS INTERNATIONALES | transparence financière | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | évasion fiscale

Résumé La communication des informations fiscales par les intermédiaires ou les contribuables est considérée comme un instrument de lutte contre la fraude fiscale et la planification fiscale agressive, en fournissant aux autorités fiscales une vision d'ensemble et en leur permettant de traiter la partie d'une situation fiscale qui relève de leurs compétences. En février, le Parlement européen votera en plénière sur une proposition de la Commission visant à garantir l'échange automatique de ces informations.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)



## [Inspections of ro-ro ferries and high-speed passenger craft](#)

Type de publication Briefing

Date 15-02-2018

Auteur PAPE Marketa

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Transports

Mot-clé Agence européenne pour la sécurité maritime | audit de la performance | DROIT | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ferry-boat | formalité administrative | gestion comptable | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | organisation des transports | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | sécurité maritime | transport de marchandises | transport de voyageurs | transport à grande vitesse | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The European Commission, in line with its regulatory fitness and performance programme (REFIT), has evaluated existing EU legislation on passenger ship safety and presented three proposals for directives, aimed at simplifying rules and cutting administrative costs, while at the same time making sea travel safer. This proposal seeks to rationalise inspections conducted by national administrations while ensuring a high level of passenger ship safety and without unnecessarily limiting the ship's commercial operations, making the inspections system for these ships simpler, more effective and cheaper. This would be achieved by changing focus from initial company-based inspections to ship-based ones and by ensuring that subsequent inspections occur at regular intervals. After interinstitutional negotiations concluded on 14 July 2017, the European Parliament adopted the agreed text on 4 October 2017 and the Council on 23 October 2017. The final act entered into force on 20 December 2017 and the new provisions will apply from 21 December 2019. Fourth edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure. Please note this document has been designed for on-line viewing.

Briefing [EN](#)

## [Registration of persons on board passenger ships](#)

Type de publication Briefing

Date 15-02-2018

Auteur PAPE Marketa

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Transports

Mot-clé Agence européenne pour la sécurité maritime | audit de la performance | bateau | documentation | DROIT | enregistrement des données | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | numérisation | organisation des transports | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | sécurité maritime | transport de voyageurs | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The European Commission has evaluated existing EU legislation on passenger ship safety and presented three proposals for directives, aimed at simplifying rules and cutting administrative costs, while at the same time making sea travel safer. This proposal sought to amend the requirements set by Directive 98/41/EC for counting and registering passengers and crew on board passenger ships, and to remove any overlap in reporting obligations or disproportionate requirements. The main change introduced was the digitalisation of reporting obligations. After the interinstitutional negotiations concluded on 14 June 2017, the European Parliament adopted the agreed text on 4 October 2017 and the Council on 23 October 2017. The new provisions will apply from 21 December 2019. Fourth edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure. See also briefings on the related proposals, on safety rules (PE 595.900) and vessel inspections (PE 595.902).

Briefing [EN](#)

## [Safety rules and standards for passenger ships](#)

Type de publication Briefing

Date 15-02-2018

Auteur PAPE Marketa

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Industrie | Transports

Mot-clé Agence européenne pour la sécurité maritime | audit de la performance | bateau | DROIT | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | harmonisation des normes | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | organisation des transports | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | simplification législative | sources et branches du droit | sécurité maritime | technologie et réglementation technique | transport de voyageurs | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The European Commission has evaluated existing EU legislation on passenger ship safety and presented three proposals for directives, aimed at simplifying rules and cutting administrative costs, while at the same time making sea travel safer. This proposal sought to clarify the technical requirements introduced by Directive 2009/45/EC, which vessels must respect in areas of construction, stability and fire protection. The newly defined standards should provide for uniform national interpretations and make the rules easier to update, monitor and enforce. After the negotiations between the Council, the European Parliament and the Commission concluded on 15 June 2017, the Parliament adopted the agreed text on 4 October 2017 and the Council on 23 October 2017. The deadline for Member States to transpose the final legislative act into their respective laws is 21 December 2019. Fourth edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure. Please note this document has been designed for on-line viewing.

Briefing [EN](#)

## [Single Digital Gateway: how EU could meet expectations of citizens and businesses?](#)

Type de publication Briefing

Date 15-02-2018

Auteur externe Dr. Charlotte Duke

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Marché intérieur et union douanière | Planification | Protection des consommateurs | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé accès à l'information | communication | consommation | construction européenne | coopération administrative | documentation | DROIT | droit international | entreprise | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | flux transfrontière de données | formalité administrative | information et traitement de l'information | marché unique numérique | numérisation | pouvoir exécutif et administration publique | protection du consommateur | ressortissant de l'UE | service | système d'information | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Briefing [EN](#)

## ['Omnibus regulation' – Agricultural provisions](#)

Type de publication En bref

Date 06-12-2017

Auteur MCELDOWNEY James

Domaine politique Agriculture et développement rural

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | aide à l'agriculture | cadre financier pluriannuel | droit de l'Union européenne | développement rural | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | jeune exploitant agricole | politique agricole | politique agricole commune | politique des structures agricoles | pouvoir exécutif et administration publique | production et structures agricoles | rapport agriculture-commerce | revenu de l'exploitant agricole | règlement financier | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | système d'exploitation agricole | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE

Résumé The proposed 'omnibus regulation' to amend EU financial rules represents the first occasion that changes to the basic regulations of the Common Agricultural Policy (CAP) have been formally proposed since the 2013 reform. These changes represent policy choices involving a fine-tuning and simplification of the CAP. Parliament is due to vote on the proposal during the December plenary session.

En bref [EN](#)

## [Italian state beach concessions and Directive 2006/123/EC, in the European context](#)

Type de publication Étude

Date 15-11-2017

Auteur externe Cristiana Benetazzo, Professor with certification of Associate Professor, University of Padova, Italy – Department of Public, International and European Union Law.  
Sara Gobbato, PhD in EU Law, lawyer in Treviso, Italy

Domaine politique Pétitions au Parlement européen

Mot-clé droit d'établissement | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | Europe | formalité administrative | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | Italie | libre prestation de services | location immobilière | marché de services | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | région côtière | région et politique régionale | urbanisme et construction | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE

Résumé This study was commissioned by the European Parliament's Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs at the request of the PETI Committee. This paper analyses the Italian regulation framework on beach concessions within a compared European framework. It illustrates pending issues and the potential consequences of the judgment of the EU Court of Justice, C-458/14 e C-67/15, which may impose a comprehensive beach reform that cannot be delayed any further. The models adopted by other EU member states and Italy for managing coastal property are here compared, in order to verify their functionality and effectiveness.

Étude [EN](#), [IT](#)

## [Fertilisants porteurs du marquage CE](#)

Type de publication En bref

Date 23-10-2017

Auteur BOURGUIGNON Didier

Domaine politique Agriculture et développement rural | Environnement | Marché intérieur et union douanière | Protection des consommateurs

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | cadmium | commerce international | commercialisation | construction européenne | droit de l'Union européenne | engrais organique | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | homologation | INDUSTRIE | libre circulation des marchandises | marché unique | marquage CE de conformité | moyen de production agricole | métallurgie et sidérurgie | norme environnementale | politique de l'environnement | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | technologie et réglementation technique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | économie circulaire | élaboration du droit de l'UE | étiquetage

Résumé En mars 2016, la Commission européenne a présenté une proposition sur les fertilisants, qui étendrait le champ d'application de la législation en vigueur et fixerait des limites à la présence de contaminants dans les fertilisants. Le Parlement européen devrait adopter sa position sur la proposition lors de sa période de session d'octobre II.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Single digital gateway](#)

Type de publication Briefing

Date 10-10-2017

Auteur EISELE Katharina

Domaine politique Marché intérieur et union douanière

Mot-clé accès à l'information | analyse économique | communication | consommation | construction européenne | coopération administrative | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | entreprise | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | flux transfrontière de données | formalité administrative | information et traitement de l'information | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | ressortissant de l'UE | service | système d'information | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé This note seeks to provide an initial analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's Impact Assessment (IA) accompanying the above proposal, submitted on 2 May 2017 and referred to Parliament's Committee on Internal Market and Consumer Protection. The initiative seeks to reduce as much as possible the additional administrative burden that EU citizens and businesses face when they expand their activities to other Member States. To achieve this, the IA explains that the single digital gateway should provide access to the national rules, requirements and procedures that citizens and businesses from other Member States need to know about and comply with. To assist the user with this journey, the gateway should cover three layers, namely information, procedures and assistance services. The REFIT Platform Government Group confirmed the significance of a 'user journey approach' (IA, p. 5). The proposal on the single digital gateway is one of the initiatives falling under the Commission's 2015 single market strategy. The proposal also forms part of the 'compliance package', which, alongside the single digital gateway, sets out a single market information tool and the SOLVIT action plan. In addition, the REFIT Platform (consisting of business stakeholders and Member State representatives) published an opinion in June 2016 recommending the establishment of a single entry point with clear information and coordinated services for businesses in each Member State to assist companies operating in the single market, and the definition of minimum common quality criteria for content.

Briefing [EN](#)

## [Introducing a European services e-card](#)

Type de publication Briefing

Date 03-10-2017

Auteur KISS Monika

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Marché intérieur et union douanière

Mot-clé bâtiment et travaux publics | commercialisation | communication | consommation | construction européenne | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | INDUSTRIE | industrie du bâtiment | information et traitement de l'information | Internet | libre prestation de services | licence commerciale | marché du travail | marché unique | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | prestation de services | procédure législative ordinaire | proposition (UE) | service | système d'information | travailleur expatrié | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Cross-border provision of services in the EU is relatively common, and is undertaken by an increasing number of entities, especially in sectors such as construction and business. Despite this fact, many service-providers still face obstacles to benefitting from comparable business opportunities available to local persons and organisations. The proposed regulation and accompanying directive aim to tackle these remaining obstacles through the introduction of a European services e-card, meant to increase and simplify cooperation between home and host Member States, as well as through the simplification of the procedures applicable to cross-border service-providers. The proposal drew a mixed response: stakeholders generally welcomed the Commission's efforts to remove existing barriers; however, they raised concerns about possible undesirable consequences that the new proposal might trigger, such as reduced control opportunities, and increases in bogus self-employment and social dumping. These views were shared by a number of national parliaments.

Briefing [EN](#)

Multimédia [Introducing a European services e-card](#)

## [Enregistrement des personnes à bord de navires à passagers](#)

Type de publication En bref

Date 27-09-2017

Auteur PAPE Marketa

Domaine politique Tourisme | Transports

Mot-clé collecte de données | données personnelles | enregistrement des données | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | mémorisation des données | organisation des transports | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | sécurité maritime | transport de voyageurs | TRANSPORTS | VIE POLITIQUE | vie sociale | voyageur | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Si les eaux de l'Union européenne sont parmi les plus sûres du monde pour les voyageurs, les autorités de recherche et de sauvetage doivent pouvoir déterminer immédiatement le nombre de disparus en cas d'urgence. C'est pourquoi la Commission européenne a proposé de numériser l'enregistrement des passagers qui se trouvent à bord de navires opérant à destination ou au départ de ports de l'Union. Cette proposition s'inscrit dans le cadre d'un réexamen plus large de la législation de l'Union relative à la sécurité des navires à passagers, dans le but de simplifier les règles en vigueur et de réduire les coûts administratifs tout en conservant le niveau de sécurité du transport maritime.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## The role of eGovernment in deepening the single market

Type de publication Briefing

Date 22-09-2017

Auteur SZCZEPANSKI Marcin

Domaine politique Marché intérieur et union douanière

Mot-clé administration électronique | application de l'informatique | approfondissement de l'Union européenne | communication | construction européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | marché unique | marché unique numérique | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | programme d'action | programme-cadre de recherche et développement | protection des données | recherche et propriété intellectuelle | soumission d'offres | technologie de l'information | technologie et réglementation technique | technologie numérique | transmission de données | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé eGovernment, which involves deploying technology to deliver public services, increases administrative efficiency and reduces the administrative burden on the public and businesses. The EU has been actively promoting implementation of eGovernment practices, in particular in cross-border situations. Many studies point to significant savings for national authorities and reduced costs for businesses through further advancement of eGovernment in Europe. However, a low level of digitisation of public services and the lack of interoperability between eGovernment systems still present major electronic and procedural barriers to the free movement of goods, services and people in the single market. Other problems include insufficient access to information and low usability of the services offered. Many Member States are well advanced at national level, but the cross-border provision of e-services is still lagging behind. In order to address these issues, various policy initiatives have already been launched or are planned under the digital single market strategy and the eGovernment 2016-2020 action plan. A further boost should come from the current Estonian EU Council Presidency, which has made promotion of eGovernment one of its main priorities.

Briefing [EN](#)

## Services in the internal market: Notification procedure for authorisation schemes and requirements related to services

Type de publication Briefing

Date 31-08-2017

Auteur EISELE Katharina

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Marché intérieur et union douanière

Mot-clé analyse économique | application du droit de l'UE | communication des données | consommation | construction européenne | droit d'établissement | droit de l'UE | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | libre prestation de services | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | rapprochement des législations | service | système d'information | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé This note seeks to provide an initial analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's Impact Assessment (IA) accompanying the above proposal, submitted on 10 January 2017 and referred to Parliament's Committee on Internal Market and Consumer Protection (IMCO). Overall, the IA seems to motivate sufficiently the new legislation aiming to create a more effective notification procedure for services in the single market. In particular, the problems identified and the policy options considered appear to be clear and coherent. There are, however, some elements, which might merit further attention. It would have been useful to provide some quantification (or, alternatively, explain the lack thereof) regarding the economic impacts on businesses, competitiveness and SMEs, notwithstanding that the proposal is mainly addressed to Member States' public authorities. Moreover, it is noticeable that the range of sources used to substantiate this IA is rather limited.

Briefing [EN](#)

## Reform of services notification procedure

Type de publication Briefing

Date 31-08-2017

Auteur SZCZEPANSKI Marcin

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Marché intérieur et union douanière

Mot-clé application du droit de l'UE | communication des données | consommation | construction européenne | documentation | droit d'établissement | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | libre prestation de services | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | procédure législative ordinaire | proposition (UE) | rapport | rapprochement des législations | service | système d'information | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The 2006 Services Directive requires Member States to notify the European Commission of changes to national rules on services, providing the EU executive and other Member States with the opportunity to examine potential incompatibility with EU legislation early in the process. Based on its own assessments and public consultation, the Commission proposed in January 2017 to reform the current procedure in order to address various shortcomings identified in the preparatory process. The new procedure seeks to allow intervention by the Commission or other Member States before the law is adopted. The Council reached its general position in May 2017 proposing a number of modifications with regard to the scope, timing and requirements concerning the Member States and the Commission. The rapporteur published his draft report on 19 June 2017 and a deadline for amendments has been set for 6 September 2017. First edition. The 'EU Legislation in Progress' briefings are updated at key stages throughout the legislative procedure.

Briefing [EN](#)

## European Chemicals Agency: Role and governance

Type de publication Briefing

Date 29-08-2017

Auteur BOURGUIGNON Didier

Domaine politique Environnement | Industrie | Santé publique

Mot-clé Agence européenne des produits chimiques | chimie | compétence institutionnelle (UE) | conditions et organisation du travail | déchet dangereux | détérioration de l'environnement | EMPLOI ET TRAVAIL | ENVIRONNEMENT | fonctionnement institutionnel | formalité administrative | gouvernance | INDUSTRIE | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | législation sur les produits chimiques | politique réglementaire | pouvoir exécutif et administration publique | produit chimique | sécurité du travail | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The European Chemicals Agency (ECHA) is a decentralised agency of the European Union. Established in 2007, it is based in Helsinki. Its main mission is to contribute to the implementation of European chemicals legislation for the benefit of human health and the environment, as well as improving innovation and competitiveness. ECHA carries out technical, scientific and administrative tasks under four EU regulations: the regulation on registration, evaluation, authorisation and restriction of chemicals (REACH); the Classification, Labelling and Packaging (CLP) Regulation; the Biocidal Products Regulation; and the regulation on export and import of hazardous chemicals. It may also initiate regulatory processes and take limited regulatory decisions under these regulations. ECHA comprises a number of bodies active on specific aspects. These include the Member State Committee which is involved in key processes under REACH, three advisory scientific bodies (Committee for Risk Assessment, Committee for Socio-economic analysis and Biocidal Products Committee), a Forum aimed at strengthening enforcement, a Board of Appeal deciding on appeals against decisions taken by the ECHA, and a Management Board, which acts as the Agency's governing body. These bodies are supported by a secretariat employing 564 staff at the end of 2016. ECHA's annual budget, which is about €110 million, has two main sources: a subsidy from the EU budget, and fees levied on companies for services carried out under the four relevant regulations. In 2016, fees and charges accounted for 46 % of expenditure. An evaluation carried out for the European Commission in 2017 found that the ECHA carries out its work effectively and efficiently, is relevant to societal needs and brings EU added value, although the evaluation also highlighted some areas where there is room for improvement, for instance regarding IT and communication.

Briefing [EN](#)

## Éléments fondamentaux de la politique de cohésion pour l'après-2020

Type de publication En bref

Date 07-06-2017

Auteur MARGARAS Vasileios

Domaine politique Développement régional

Mot-clé budget | budget de l'UE | cohésion économique et sociale | construction européenne | coopération territoriale européenne | exécution du budget | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds européen pour les investissements stratégiques | Fonds structurels et d'investissement européens | formalité administrative | gouvernance économique (UE) | pouvoir exécutif et administration publique | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | économie monétaire

Résumé L'article 174 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dispose que l'Union poursuit son action tendant au renforcement de sa cohésion économique, sociale et territoriale et à réduire l'écart entre les niveaux de développement des diverses régions. La politique de cohésion de l'Union est le moyen d'atteindre ces objectifs. Lors de la plénière de juin, un rapport d'initiative sur les éléments fondamentaux d'une politique de cohésion de l'Union pour l'après-2020 sera mis aux voix. Il propose une vue d'ensemble des priorités pour l'avenir de la politique de cohésion.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## Les systèmes d'information européens dans le domaine de la justice et des affaires intérieures: Vue d'ensemble

Type de publication Analyse approfondie

Date 11-05-2017

Auteur DUMBRAVA Costica

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé admission des étrangers | atteinte à la sûreté de l'État | biométrie | consolidation du droit de l'UE | construction européenne | document d'identité | données personnelles | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | droit pénal | Europol | formalité administrative | Frontex | frontière extérieure de l'UE | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | migration | migration illégale | pays tiers | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | RELATIONS INTERNATIONALES | SCIENCES | sciences naturelles et appliquées | système d'information Schengen | système de gestion de base de données | sécurité européenne | sécurité internationale | terrorisme | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé L'afflux massif de réfugiés et de migrants en situation irrégulière et l'augmentation des activités terroristes dans l'Union européenne ont récemment mis en évidence les interconnexions entre la gestion des frontières, la migration et la sécurité intérieure. Pour relever ces défis, l'Union européenne a pris des mesures pour réviser et étoffer les systèmes d'information européens afin d'améliorer la collecte, le traitement et le partage des données entre les États membres et les agences compétentes de l'Union européenne. La présente publication donne un aperçu des systèmes d'information européens existants et proposés dans le domaine de la justice et des affaires intérieures. Elle examine la base juridique, les objectifs, l'étendue des données et de l'accès, l'utilisation des systèmes d'information et les modifications proposées pour chacun d'eux, y compris les questions d'interopérabilité.

Analyse approfondie [DE](#), [EN](#), [FR](#)



## [La carte électronique européenne de services](#)

Type de publication Briefing

Date 05-05-2017

Auteur EISELE Katharina

Domaine politique Marché intérieur et union douanière

Mot-clé analyse économique | assurance | communication | construction européenne | consultation publique | contrat d'assurance | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | FINANCES | formalité administrative | libre prestation de services | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | principe de proportionnalité | principe de subsidiarité | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé L'impression générale est que l'analyse d'impact fournit une analyse approfondie des problèmes actuellement rencontrés. L'analyse d'impact indique les coûts et les avantages prévisibles des options proposées, options qui sont groupées en quatre combinaisons. La Commission indique clairement que, là où cela était possible, des estimations quantitatives des incidences de la réduction de la charge administrative et des contraintes réglementaires ont été fournies, mais souligne qu'il existe néanmoins de nombreux autres facteurs ayant des effets sur le niveau des échanges commerciaux et des investissements transfrontaliers dans le secteur des services. Bien que la consultation des parties intéressées ait été large, le soutien de ces dernières à la plupart des options ne transparaît pas clairement dans l'analyse d'impact.

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## [Research for REGI Committee - Building Blocks for a Future Cohesion Policy – First Reflections](#)

Type de publication Étude

Date 14-04-2017

Auteur externe European Policies Research Centre, University of Strathclyde, Glasgow: John BACHTLER, Laura POLVERARI

Domaine politique Développement régional

Mot-clé budget de l'UE | cadre financier pluriannuel | choix budgétaire | cohésion économique et sociale | construction européenne | financement du budget de l'UE | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | pouvoir exécutif et administration publique | retrait de l'UE | régime du financement de l'UE | stratégie européenne pour la croissance | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The reform of the EU budget and policy priorities in the post-2020 MFF comes at a difficult time for the EU with major internal and external challenges. The challenges for economic, social and territorial cohesion remain profound. However, there are also competing pressures on the EU budget, such as keeping net payers' contributions within acceptable limits and striking the right balance between overarching EU goals and new challenges. Once again, Cohesion Policy is under pressure to justify its value in relation to EU political objectives. This study discusses the main themes relating to post-2020 Cohesion Policy, the rationale and overall framework of the policy, current and future challenges, and the post-2020 delivery system.

Étude [EN](#)

## [Youth Employment Initiative: Lessons from Implementation](#)

Type de publication Briefing

Date 14-04-2017

Auteur externe Andrea Meierkord

Domaine politique Budget | Emploi | Politique sociale | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé chômage des jeunes | construction européenne | diffusion de l'information de l'UE | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | finances de l'Union européenne | formalité administrative | initiative de l'UE | insertion professionnelle | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | lutte contre le chômage | pouvoir exécutif et administration publique | régime du financement de l'UE | travail des jeunes | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé This note provides an overview of the design, outputs and first outcomes of the Youth Employment Initiative. It analyses its strengths and weaknesses concluding with a number of recommendations to increase accessibility and effectiveness.

Briefing [EN](#)

## [The ERANET scheme](#)

Type de publication En bref

Date 21-10-2016

Auteur REILLON Vincent

Domaine politique Politique de recherche

Mot-clé ENTREPRISE ET CONCURRENCE | entreprise transnationale | formalité administrative | organisation de la recherche | politique de coopération | politique de la recherche de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | procédure administrative | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | RELATIONS INTERNATIONALES | type d'entreprise | VIE POLITIQUE | échange scientifique

Résumé The ERANET scheme, developed in 2002, was the first instrument to support joint programming of national research activities. The scheme created networks of programme owners and programme managers from national or regional research funding institutions, to foster mutual knowledge and exchange of good practices. However, the instrument revealed existing national administrative and legal barriers that prevent the implementation of transnational joint programmes, and thus had a limited impact on the fragmentation of the research landscape.

En bref [EN](#)



## [Evaluating cohesion policy for better efficiency](#)

Type de publication [Briefing](#)

Date [30-09-2016](#)

Auteur [WIDUTO Agnieszka](#)

Domaine politique [Affaires économiques et monétaires](#) | [Développement régional](#)

Mot-clé [analyse économique](#) | [analyse économique](#) | [budget](#) | [cohésion économique et sociale](#) | [construction européenne](#) | [contrôle financier](#) | [convergence économique](#) | [dépense opérationnelle \(UE\)](#) | [FINANCES](#) | [finances de l'Union européenne](#) | [Fonds structurels et d'investissement européens](#) | [formalité administrative](#) | [GÉOGRAPHIE](#) | [géographie économique](#) | [investissement de l'UE](#) | [investissement et financement](#) | [politique réglementaire](#) | [politique économique](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [programme opérationnel](#) | [région et politique régionale](#) | [répartition du financement de l'UE](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [ÉCONOMIE](#) | [État membre UE](#)

Résumé The principles guiding cohesion policy for the 2014-2020 period include efficiency and a results-oriented approach. Evaluation is an important tool for assessing the impact of cohesion policy programmes and the contribution of funding to EU objectives, evidencing the performance of policies with concrete data. It can also translate into better efficiency, improved implementation and more effective policy design. However, evaluation also encounters challenges related to resources and administrative capacities, political pressures, the availability of data and the limitations of evaluation methods. The regulations on the European Structural and Investment Funds lay down a variety of reporting requirements, evaluation procedures and indicators to be monitored. Evaluations are carried out at the ex-ante, interim and ex-post stages, applying various quantitative and qualitative methods. Member States and the European Commission prepare reports at various points in the programming period using the findings obtained in the process of evaluating themes, programmes and projects. Ex-post evaluations for the 2007-2013 programming period are still under way, with a number of preliminary findings already available. The first implementation reports for the current 2014-2020 period were released in May this year, while a summary report from the European Commission is expected by the end of 2016.

[Briefing](#) [EN](#)

## [Research for CULT Committee - Erasmus+: Decentralised Implementation - First Experiences](#)

Type de publication [Étude](#)

Date [07-07-2016](#)

Auteur externe [Irina Ferencz, Marija Mitic and Bernd Wächter \(ACA\)](#)

Domaine politique [Culture](#) | [Planification](#)

Mot-clé [construction européenne](#) | [coopération en éducation](#) | [décentralisation](#) | [emploi](#) | [EMPLOI ET TRAVAIL](#) | [ENTREPRISE ET CONCURRENCE](#) | [financement de l'UE](#) | [finances de l'Union européenne](#) | [formalité administrative](#) | [formation professionnelle](#) | [gestion administrative](#) | [gestion financière](#) | [politique de coopération](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [programme de l'UE](#) | [RELATIONS INTERNATIONALES](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [échange scolaire](#) | [éducation](#) | [ÉDUCATION ET COMMUNICATION](#) | [évaluation de projet](#)

Résumé Erasmus+ is the Union programme in the field of education, training, youth and sport for the financial period from 2014 to 2020. This study looks into the implementation of the decentralised actions of the Erasmus+ programme by National Agencies, two and a half years into the programme period. Its aim is to map the opportunities and challenges encountered in the implementation of these actions and to formulate recommendations for improvement.

[Étude](#) [EN](#)

## [Obligations juridiques en ce qui concerne la mesure des émissions dans le secteur de l'automobile de l'Union](#)

Type de publication [Étude](#)

Date [15-06-2016](#)

Auteur externe [Holger HEINFELLNER, Clemens KONRAD, Günther LICHTBLAU, Barbara SCHODL, Gudrun STRANNER and Ralf WINTER](#)

Domaine politique [Environnement](#) | [Transposition et mise en œuvre de la législation](#)

Mot-clé [automobile](#) | [droit de l'Union européenne](#) | [détérioration de l'environnement](#) | [ENTREPRISE ET CONCURRENCE](#) | [ENVIRONNEMENT](#) | [formalité administrative](#) | [gaz de combustion](#) | [homologation](#) | [INDUSTRIE](#) | [industrie automobile](#) | [industrie mécanique](#) | [moteur diesel](#) | [métrologie](#) | [norme environnementale](#) | [organisation de l'entreprise](#) | [politique de l'environnement](#) | [pollution automobile](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE](#) | [sanction \(UE\)](#) | [SCIENCES](#) | [sciences naturelles et appliquées](#) | [technologie et réglementation technique](#) | [transport terrestre](#) | [TRANSPORTS](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [éthique des affaires](#)

Résumé L'objet de cette étude est, d'une part, de décrire les obligations juridiques des différentes parties prenantes qui participent au processus d'homologation, en particulier aux essais de mesure des émissions. L'étude présente, d'autre part, un aperçu de la mise en œuvre pratique de la procédure de réception UE par type dans l'ensemble de l'Union.

[Étude](#) [EN](#)

[Résumé exécutif](#) [DE](#), [FR](#)

## [Research for REGI Committee - Simplified Cost Options in Practice](#)

Type de publication Étude

Date 15-06-2016

Auteur externe Mike Beke, Roland Blomeyer, Nicolò Franceschelli, Elsa Perreau and Antonio Sanz

Domaine politique Développement régional

Mot-clé droit de l'Union européenne | développement régional | finances de l'Union européenne | Fonds européen de développement régional | Fonds social européen | formalité administrative | GÉOGRAPHIE | géographie économique | pouvoir exécutif et administration publique | principe de sécurité juridique | programme opérationnel | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | État membre UE

Résumé This study reviews experience with the application of Simplified Cost Options (SCOs), primarily under the European Regional Development Fund, in the programming periods 2007-2013 and 2014-2020. The focus is on the achievement of the immediate and wider objectives of the SCOs, notably the reduction of administrative burden/cost and the refocussing of resources from financial reporting and control to the implementation and achievement of policy objectives. The study presents the first evidence that the uptake of SCOs, owing to the improved regulatory framework and to enhanced guidance, has increased in the 2014-2020 programming period and that the SCOs are achieving their intended objectives.

Étude [EN](#)

## [Competitiveness of Enterprises and SMEs \(COSME\)](#)

Type de publication Briefing

Date 09-06-2016

Auteur SVASEK Martin

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Budget | Questions financières et bancaires

Mot-clé accès au marché | capitaux à risque | compétitivité | construction européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | esprit d'entreprise | financement de l'entreprise | financement de l'UE | FINANCES | finances de l'Union européenne | formalité administrative | garantie des investissements | gestion administrative | investissement et financement | libre circulation des capitaux | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | programme de l'UE | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | évaluation de projet

Résumé COSME is a programme of the European Union which supports enterprises (in facilitating access to finance, supporting internationalisation, creating an environment favourable to competitiveness, encouraging entrepreneurship) in order to help them grow and create jobs.

Briefing [EN](#)

## [Simplification de l'acceptation des documents publics](#)

Type de publication En bref

Date 02-06-2016

Auteur ODINK Ingeborg

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé casier judiciaire | construction européenne | coopération administrative | document officiel | documentation | DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | droit international | droit pénal | Europe des citoyens | formalité administrative | libre circulation des personnes | pouvoir exécutif et administration publique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | élaboration du droit de l'UE | état civil

Résumé En juin, le Parlement européen doit procéder au vote reporté sur une proposition de règlement visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant les conditions de présentation de certains documents publics émis par un autre État membre. La proposition, l'une des initiatives clés présentées par la Commission en 2013 dans le cadre de l'Année européenne des citoyens vise également à contribuer au programme de l'Union européenne "La justice pour la croissance".

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## Barriers to SME growth in Europe

Type de publication Briefing

Date 26-05-2016

Auteur SZCZEPANSKI Marcin

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Emploi | Marché intérieur et union douanière | Questions financières et bancaires

Mot-clé aide aux entreprises | analyse économique | conséquence économique | croissance de l'entreprise | création d'emploi | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | financement de l'entreprise | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | frais généraux | gestion comptable | impôt sur les sociétés | investissement et financement | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | récession économique | situation économique | type d'entreprise | VIE POLITIQUE | ECONOMIE

Résumé Small and medium-sized enterprises (SMEs), which represent 99% of all businesses in the EU, play a pivotal role in its economy. Nevertheless, in comparison to larger firms, they often face significant obstacles – internal, administrative and financial – which affect them disproportionately. SMEs have been affected negatively by the economic crisis, which is manifested in a reduction in the sector's employment figures. The financial and sovereign debt crises have also had a negative impact on the financing of SMEs, especially in the hardest-hit countries. Perhaps unsurprisingly, important differences exist in access to finance both within the euro area and between the 'old' (EU-15) and 'new' (EU-13) Member States. Concerning the recovery from the crises, the picture also remains mixed. Administrative and regulatory obstacles are often highlighted by SMEs as being a significant burden on their growth. It is substantially more costly for smaller firms to comply with regulations and few Member States actively support SMEs when it comes to tax provisions, or take their specific characteristics into account when drafting legislation. The European Parliament has been a long-standing advocate of an environment for SMEs that is conducive to growth.

Briefing [EN](#)

## Défis pour la politique de cohésion de l'Union européenne: les enjeux de la future réforme de l'après-2020

Type de publication Briefing

Date 10-05-2016

Auteur MARGARAS Vasileios

Domaine politique Développement régional

Mot-clé ajustement structurel | analyse économique | cohésion économique et sociale | construction européenne | développement régional | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds de cohésion | formalité administrative | gouvernance économique (UE) | indicateur économique | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | régime du financement de l'UE | région défavorisée | région et politique régionale | stratégie européenne pour la croissance | UNION EUROPÉENNE | urbanisme | urbanisme et construction | VIE POLITIQUE | ECONOMIE | économie monétaire

Résumé Dans une allocution prononcée en 2015, la commissaire européenne à la politique régionale, Corina Crețu, a relancé le débat sur la réforme de la politique de cohésion pour l'après-2020 en soulevant dix questions majeures qui sont matière à réflexion. Un grand nombre d'entre elles sont déjà au cœur des débats qui animent les responsables politiques européens, régionaux et locaux. L'une de ces questions a trait à la façon dont la politique de cohésion de l'Union européenne peut contribuer de manière optimale à ses deux objectifs complémentaires: la compétitivité et la cohésion. Une autre question porte sur le meilleur moyen de soutenir les régions à la traîne, notamment celles qui, malgré des décennies de subventions de l'Union, n'ont pas convergé vers la moyenne européenne. Mais il y a encore une autre question qui se pose, c'est celle de savoir si la politique de cohésion devrait continuer d'investir dans les régions les plus avancées de l'Union, notamment dans les riches métropoles. La façon dont la politique de cohésion peut mieux soutenir la croissance, l'emploi et l'innovation en dehors des zones densément peuplées et dans les régions aux caractéristiques géographiques particulières est également une question qui domine les débats dans les milieux politiques. Une attention particulière est également prêtée au rôle de la dimension urbaine dans la politique de cohésion. Trouver la forme d'aide la plus efficace représente également un point de réflexion important. Faut-il ainsi privilégier les subventions, l'aide remboursable, les instruments financiers, ou une combinaison de ces éléments, tout en renforçant la concentration thématique? La façon dont la politique de cohésion répond aux défis nouveaux et grandissants (tels que la sécurité énergétique, les migrations, et l'économie numérique) fait également l'objet d'un large débat. La simplification de la politique pour les bénéficiaires, l'importance de parvenir à une meilleure gouvernance, et la contribution de la politique de cohésion à la gouvernance économique de l'Union sont autant d'autres questions qu'il convient d'examiner. Dernier point mais pas le moins important, la méthode d'allocation des fonds de la politique de cohésion constitue une autre question qui suscite la réflexion.

Briefing [EN](#), [FR](#)

Multimédia [The post 2020 challenges for the EU cohesion policy](#)

## [Quatrième paquet ferroviaire: "volet technique"](#)

Type de publication En bref

Date 25-04-2016

Auteur SCORDAMAGLIA Damiano

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Transports

Mot-clé Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer | cadre politique | compétence institutionnelle | construction européenne | formalité administrative | homologation | instance de contrôle | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | réseau ferroviaire | réseau transeuropéen | sécurité des transports | technologie et réglementation technique | transport terrestre | TRANSPORTS | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | véhicule sur rails

Résumé Faire circuler un train d'un pays vers un autre est une opération relativement complexe et coûteuse puisqu'elle requiert la compatibilité technique de différents systèmes et infrastructures ferroviaires, ainsi qu'une approche commune de la sécurité. En dépit des progrès notables accomplis par l'Union depuis la fin des années 1980 en vue d'harmoniser les systèmes ferroviaires et de créer un espace ferroviaire intégré européen, du chemin reste à parcourir pour rationaliser les procédures et la gestion des systèmes et règles techniques.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

Multimédia [Technical pillar of the fourth railway package](#)

## [Research for REGI Committee - E-Cohesion](#)

Type de publication Étude

Date 15-04-2016

Auteur externe Jürgen Pucher, Isabel Naylor, Herta Tödtling-Schönhofer (Metis GmbH)

Domaine politique Développement régional

Mot-clé administration électronique | cohésion économique et sociale | construction européenne | coordination des financements | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | finances de l'Union européenne | formalité administrative | gestion administrative | GÉOGRAPHIE | géographie économique | information et traitement de l'information | informatique de gestion | informatique et traitement des données | interconnexion de systèmes | pouvoir exécutif et administration publique | régime du financement de l'UE | système d'information de gestion | traitement des données | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | État membre UE

Résumé E-Cohesion requirements as outlined in Article 122(3) of the draft Common Provisions Regulation for the 2014-2020 European Structural and Investment Funds programme period aim at reducing the administrative burden for beneficiaries of Cohesion Policy. This study looks at the e-Cohesion options presented in the Partnership Agreements and the state of play of their implementation. Most Member States developed functioning IT systems in the previous programming period and these are now being further developed and adapted to improve interoperability and to be fully compatible with the System for Fund Management (SFC).

Étude [EN](#)

## [Research for REGI Committee - Mid-Term Review of the MFF and Cohesion Policy](#)

Type de publication Briefing

Date 15-04-2016

Auteur HAASE Diana

Domaine politique Développement régional | Planification

Mot-clé ajustement structurel | budget | budget général (UE) | cohésion économique et sociale | construction européenne | coordination des financements | exécution du budget | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | gouvernance économique (UE) | instrument financier de l'UE | politique budgétaire | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | règlement financier | régime du financement de l'UE | révision des perspectives financières | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | économie monétaire

Résumé This document analyses the following topics:  
- MFF Review/revision, adjustment of cohesion policy envelopes;  
- Scope of the MFF Review/Revision - according to Commission sources;  
- Main policy objectives of the MFF review with relevance for cohesion policy;  
- Post 2020 MFF: its duration and strategic alignment to Union objectives.

Briefing [EN](#)

## Exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services - Acte législatif européen sur l'accessibilité

Type de publication Briefing

Date 12-04-2016

Auteur MANIAKI-GRIVA Alexia

Domaine politique Marché intérieur et union douanière | Politique sociale | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse économique | commerce international | construction européenne | contrat public | convention ONU | droit de l'Union européenne | facilités pour handicapés | formalité administrative | harmonisation des normes | libre circulation des marchandises | marché unique | politique commerciale | politique internationale | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | QUESTIONS SOCIALES | RELATIONS INTERNATIONALES | technologie et réglementation technique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie sociale | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé Alors que des efforts considérables ont manifestement été déployés pour élaborer ce rapport et présenter les informations de manière transparente, la longueur et le niveau de détail du document ne favorisent pas toujours une analyse claire de la définition du problème et une explication précise de la méthode utilisée. Bien que la Commission ait procédé à une large consultation sur la question de l'accessibilité et eu recours à des compétences externes, les données utilisées semblent relativement anciennes. En outre, les points de vue des citoyens handicapés, qui sont censés être les principaux bénéficiaires finals de la proposition, ne sont pas exposés de manière explicite et auraient peut-être pu être mieux pris en considération tout au long de l'analyse d'impact. Il aurait été intéressant de réaliser une étude plus détaillée des aspects sociaux afin de contrebalancer l'analyse largement économique, en dépit de l'importante dimension "marché intérieur" de la proposition.

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Reducing Costs and Barriers for Businesses in the Single Market

Type de publication Étude

Date 11-04-2016

Auteur externe Moritz Immanuel GODEL, Annette HARMS, Siôn JONES and Iris MANTOVANI (LE Europe)

Domaine politique Commerce international | Gouvernance mondiale | Marché intérieur et union douanière | Planification | Protection des consommateurs

Mot-clé administration électronique | analyse coût-bénéfice | commerce international | commerce électronique | commercialisation | communication | consommation | construction européenne | consultation publique | contrat public | entrave non tarifaire | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | gestion comptable | marché unique | politique commerciale | politique tarifaire | pouvoir exécutif et administration publique | protection du consommateur | simplification des formalités | TVA | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange intra-UE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The study points that reducing business costs and regulatory and market barriers is necessary to complete the Single Market. However, monitoring of barriers and costs in the EU is piecemeal and unsystematic, quantification and clear identification of barriers and costs is lacking, which makes prioritisation of policy actions difficult. Resulting costs of slow reform process and vague initiatives with uncertain time horizons in the area of e-commerce alone amount to €748 billion. As indicated by examples of Estonia and South Korea, ICT and e-government can be particularly efficient in reducing these costs and barriers. The study was prepared for Policy Department A at the request of the Internal Market and Consumer Protection Committee.

Étude [EN](#)

## Acquisitions transfrontalières de biens immobiliers à usage résidentiel dans l'Union européenne : problèmes rencontrés par les citoyens

Type de publication Étude

Date 05-04-2016

Auteur externe Peter Sparkes (University of Southampton), Dilsen Bulut (ZERP, University of Bremen), Magdalena Habdas (University of Silesia), Mark Jordan (Southampton Law School), Héctor Simón Moreno (University Rovira i Virgili, Tarragona), Sergio Nasarre Aznar (University Rovira i Virgili, Tarragona), Tommi Ralli (ZERP, University of Bremen) and Christoph Schmid (ZERP, University of Bremen)

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé acquisition de la propriété | compétence de l'UE | consommation | crédit immobilier | documentation | DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | droit international | droit national | démographie et population | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | GÉOGRAPHIE | géographie économique | impôt local | institutions financières et crédit | libre circulation des personnes | marché immobilier | migration | migration communautaire | pouvoir exécutif et administration publique | propriété foncière | propriété immobilière | protection du consommateur | QUESTIONS SOCIALES | résidence | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | urbanisme et construction | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | État membre UE | étude comparative

Résumé La présente étude a été commandée par le département thématique "Droits des citoyens et affaires constitutionnelles" du Parlement européen à la demande de la commission des affaires juridiques. Elle répertorie et analyse les difficultés juridiques et pratiques auxquelles un citoyen de l'Union doit faire face lors de l'acquisition de biens immobiliers à l'étranger, et examine ce qu'il est possible de faire pour aider un citoyen de l'Union à acheter un bien immobilier à usage résidentiel, en proposant dix recommandations.

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Les échanges d'informations sur les ressortissants des pays tiers et le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS)

Type de publication Briefing

Date 17-03-2016

Auteur DALLI HUBERT

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse économique | casier judiciaire | communication des données | construction européenne | coopération judiciaire pénale (UE) | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | droit pénal | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | pouvoir exécutif et administration publique | ressortissant étranger | système d'information | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉCONOMIE | EDUCATION ET COMMUNICATION | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé L'analyse d'impact présente une analyse qualitative logique qui établit les liens de causalité du problème, ses causes sous-jacentes, ses objectifs, et les options stratégiques qui pourraient remédier à celui-ci. L'analyse qualitative est raisonnable, avance des arguments concrets et est étayée par des données statistiques récentes, bien qu'il soit possible de contester la décision de ne pas organiser la consultation publique obligatoire d'une durée de 12 semaines. Dans la réflexion sur les options stratégiques, il apparaît que seules les options 3 et 4 étaient véritablement considérées comme des solutions envisageables. Dans son examen des coûts, l'analyse d'impact s'inspire considérablement du rapport de Kurt Salmon, ce qui permet d'obtenir une évaluation convaincante des options 3 et 4 quant aux coûts génériques de mise en conformité. Sur les points où l'analyse d'impact s'éloigne des données et de l'analyse de Kurt Salmon, des exemples apparaissent pour lesquels l'évaluation s'avère moins claire. En ce qui concerne le passage d'une utilisation volontaire (privilégiée comme sous-option dans l'analyse d'impact) à une utilisation obligatoire des empreintes digitales pour l'identification des RPT au niveau des préférences (la sous-option choisie dans la proposition), il est possible que la comparaison des arguments pour et des arguments contre les diverses sous-options ait donné un résultat différent avant l'adoption de la proposition en raison de la situation particulièrement instable du point de vue de la sécurité dans l'Union.

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Interinstitutional Agreement on Better Law-Making

Type de publication Briefing

Date 08-03-2016

Auteur ALEIXO MANUEL | FERGER Julia

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques | Transposition et mise en œuvre de la législation

Mot-clé accord interinstitutionnel (UE) | analyse économique | application du droit de l'UE | codification du droit de l'UE | DROIT | droit de l'Union européenne | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | législation déléguée | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | transparence du processus décisionnel | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The new Interinstitutional Agreement on Better Law-Making, adopted by the European Parliament on 9 March 2016, replaces the 2003 Interinstitutional Agreement with the same name.

The Commission initially presented its proposal on 19 May 2015. Part of its better regulation agenda, the proposal was announced as one of the ten priorities of the Juncker Commission at the start of its term, with the aim to design EU policies and laws so that they achieve their objectives in the most efficient and effective way possible.

Briefing [EN](#)

## Aviation strategy — European Union Aviation Safety Agency: Initial Appraisal of a European Commission Impact Assessment

Type de publication Briefing

Date 25-02-2016

Auteur ZANDERSONE Laura

Domaine politique Transports | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé Agence européenne de la sécurité aérienne | analyse économique | aviation civile | compétitivité | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | marché unique | organisation de l'entreprise | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | sécurité aérienne | TRANSPORTS | transports aérien et spatial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The main strengths of the IA are its apparently solid information base, including the two supporting studies, as well as good presentation of stakeholder views and the results of the public consultation throughout. It is, however, unfortunate that the external supporting studies do not appear to be publicly available. The IA would have benefitted from a clearer and more complete presentation of the background information and problem definition, as well as more direct reference to the evidence identified. There appears to be a certain bias towards the preferred options, as far as the way in which options are presented is concerned; the question remains as to whether additional options could have been considered in order to provide a broader choice of genuine alternatives. There are also some technical presentation issues, such as rather inconsistent numbering of the items in some sections. It is striking that no reference whatsoever appears to be made to the existence of a second, separate IA (on drones) which accompanies the same proposal and thus is presumably intended to complete the overall analysis.

Briefing [EN](#)



## Action Plan on Building a Capital Markets Union - Prospectus Regulation: Initial Appraisal of a European Commission Impact Assessment

Type de publication Briefing

Date 25-02-2016

Auteur COLLOVA Claudio

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Questions financières et bancaires | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse économique | consommation | DROIT | droit de l'Union européenne | financement de l'entreprise | FINANCES | formalité administrative | garantie des investissements | information du consommateur | investissement et financement | libre circulation des capitaux | pouvoir exécutif et administration publique | réglementation financière | simplification législative | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | émission de valeurs | étude d'impact

Résumé Overall, this appraisal considers whether the quality of research and analysis presented in the Commission's IA is fit for purpose – that is to say, whether the IA serves what should be one of its fundamental aims, which is to facilitate better-informed decision-making throughout the legislative process. After an initial screening, it concludes that the Impact Assessment does indeed provide some essential elements to assist decision-makers in understanding the rationale of the choices made by the Commission. However, it has a number of weaknesses which somewhat compromise its quality. Firstly, there seems to be a mismatch between the intended broad legislative overhaul, repealing the existing Directive and its Implementing Regulation, and the deliberately targeted analysis of the IA, which - focusing largely on six important issues - is bound to leave some other areas unexplored. Secondly, the Commission's decision not to carry out a fully-fledged evaluation is debatable and leaves some gaps in the analysis. While acknowledging the extreme complexity of the subject matter, a wider selection of options than the one presented in the IA might reasonably have been expected. Finally, some impacts, such as the anticipated effects on main groups of Member States, impacts on employment and on third countries, could have been better developed.

Briefing [EN](#)

## Research for REGI Committee - Enhancing the Competitiveness of SMEs

Type de publication Briefing

Date 15-02-2016

Auteur AZEVEDO Filipa | HAASE Diana

Domaine politique Développement régional | Industrie | Planification | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé aide aux entreprises | cohésion économique et sociale | compétitivité | construction européenne | coopération interentreprises | coordination des financements | développement régional | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | financement de l'entreprise | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds structurel | formalité administrative | investissement et financement | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique de coopération | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | programme opérationnel | RELATIONS INTERNATIONALES | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | évaluation de l'aide

Résumé Small and Medium-sized enterprises (SMEs) are essential to the economies of EU regions, both in terms of employment and competitiveness. In 2014, SMEs employed almost 90 million people and it has been estimated that for every km<sup>2</sup> of land surface the EU has an average of 5 SMEs. Almost all SMEs (93%) are micro enterprises and employ less than 10 people and the majority of SMEs are active in the five following sectors: 'wholesale and retail trade', 'manufacturing', 'construction', 'business services' and 'accommodation and food services'. For the 2014-2020 period the European Structural and Investment Funds (ESI Funds) support investments in SMEs through all thematic objectives, particularly through Thematic Objective 3 (TO3) on enhancing the competitiveness of SMEs, of the agricultural sector (for the EAFRD) and of the fishery and aquaculture sector (for the EMFF). In order to first evaluate the main challenges of the implementation of TO3, the European Parliament Committee on Regional Development (EP REGI) requested the Policy Department for Structural and Cohesion Policies to draw up this briefing in support of the ongoing implementation report on "Enhancing the competitiveness of SMEs" (Rapporteur: Rosa D'Amato).

Briefing [EN](#)

## CAP simplification: State of play

Type de publication Briefing

Date 05-01-2016

Auteur TROPEA Francesco

Domaine politique Agriculture et développement rural

Mot-clé agriculture durable | AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | aide à l'agriculture | développement rural | finances de l'Union européenne | formalité administrative | organisation commune de marché | politique agricole | pouvoir exécutif et administration publique | réforme de la PAC | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé The Common Agricultural Policy (CAP) for 2014-2020, with a budget of €408.31 billion and more than 7 million beneficiaries across Europe, was approved in 2013. At Member State level, implementation began in 2015 and is still ongoing. In this context, simplification of the CAP is an objective shared by the European institutions as well as national administrations, stakeholders, and above all, farmers.

The Commission considers CAP simplification to be a key priority, even more today than in the past, as confirmed by Agriculture Commissioner Phil Hogan's address to the European Parliament Committee on Agriculture and Rural Development in December 2014. The Commission has already started the simplification process, and at the end of 2015 put forward a technical simplification package consisting of delegated and implementing acts. Another simplification package is scheduled for spring 2016.

In May 2015, at the European Parliament hearing on 'How to simplify the Common Agricultural Policy', some Members insisted that, if the Commission were serious about simplifying the CAP and reducing bureaucracy, it would need to review the legal text and not simply make changes by way of secondary legislation.

Nonetheless, it appears unlikely that a major restructuring of the basic architecture of the CAP will take place in the current programming period. Instead, a fine-tuning or light review of certain of its elements might be anticipated. More substantial proposals for a post 2020 CAP might be presented only after 2017, in line with the communication on the post 2020 Multiannual Financial Framework. In this context, particularly regarding the political elements of the CAP, the role of the European Parliament, as co-legislator, is significant and will be of utmost importance for an effective simplification process.

Briefing [EN](#)

## The EU Trademark reform package

Type de publication Briefing

Date 14-12-2015

Auteur MADIEGA Tambiama André

Domaine politique Droit de la propriété intellectuelle

Mot-clé coopération administrative | DROIT | droit de l'Union européenne | droit des marques | droits et libertés | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | liberté d'expression | marque de l'UE | Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle | organisation des transports | parafiscalité | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | transit | TRANSPORTS | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE

Résumé The Commission, the Council and the European Parliament (EP) have reached a second-reading agreement on the trademark reform package. Following the Legal Affairs Committee reports adopted on 3 December 2015, the EP plenary is set to approve the amended legislation and the renaming of the Office for Harmonization in the Internal Market (OHIM) as 'European Union Intellectual Property Office'.

In March 2013, the Commission presented a package of proposals for amending the Trademark Regulation and the Trademark Directive as well as for adjusting the fees payable to OHIM. The Commission's main objective in proposing this reform was to make the EU trademark system more accessible, efficient and less costly for business.

The new legislation specifically aims at simplifying, accelerating and harmonising trademark application procedures; at increasing legal certainty by clarifying some provisions; at ensuring better coordination between the EU trademark agency and national offices for the purpose of promoting convergence of practices and common tools; at putting the legislation into line with the Lisbon Treaty; and at updating the governance rules of the EU trademark agency.

Briefing [EN](#)

## Implementation of the European Progress Microfinance Facility

Type de publication En bref

Date 08-12-2015

Auteur DELIVORIAS Angelos

Domaine politique Emploi | Questions financières et bancaires

Mot-clé activité non salariée | construction européenne | création d'emploi | diffusion de l'information de l'UE | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | financement de l'entreprise | FINANCES | finances de l'Union européenne | formalité administrative | insertion professionnelle | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | institutions financières et crédit | investissement et financement | microcrédit | microentreprise | microfinance | pouvoir exécutif et administration publique | programme de l'UE | régime du financement de l'UE | structure économique | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | économie sociale

Résumé The European Parliament will discuss in Plenary the European Commission 2013 report on the implementation of the European Progress Microfinance Facility for employment and social inclusion, a programme that aims to increase the availability of microcredit and which, as of 2014, has been integrated into the umbrella programme for social change and innovation (EaSI).

En bref [EN](#)

## [Accord sur la réforme de la marque communautaire](#)

Type de publication En bref

Date 08-12-2015

Auteur MADIEGA Tambiama André

Domaine politique Droit de la propriété intellectuelle

Mot-clé coopération administrative | DROIT | droit de l'Union européenne | droit des marques | droits et libertés | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | liberté d'expression | marque de l'UE | Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle | organisation des transports | parafiscalité | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | transit | TRANSPORTS | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | élaboration du droit de l'UE

Résumé La Commission, le Conseil et le Parlement européen (PE) sont parvenus à un accord en deuxième lecture sur le paquet proposé en vue de réformer le système des marques. Le Conseil a accepté un grand nombre des amendements introduits par le Parlement européen. Après l'adoption, le 3 décembre 2015, des rapports de la commission des affaires juridiques, la plénière s'apprête désormais à approuver la législation modifiée ainsi que le remplacement de la dénomination "Office de l'harmonisation dans le marché intérieur" par "Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle".

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [The liberalisation of EU port services](#)

Type de publication Briefing

Date 07-12-2015

Auteur KATSAROVA Ivana | PAPE Marketa

Domaine politique Développement régional | Emploi | Marché intérieur et union douanière | Transports

Mot-clé accès au marché | aide de l'État | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | installation portuaire | libre prestation de services | libéralisation du marché | organisation des transports | organisation des transports | politique commerciale | politique des transports | politique portuaire commune | politique tarifaire | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | simplification des formalités | tarification de l'infrastructure | TRANSPORTS | transports maritime et fluvial | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE

Résumé Serving as access points to Europe, the European Union's approximately 1 200 seaports are crucial both for its transport sector and its competitiveness. They also have significant potential for creating jobs and attracting investors.

The European Commission plans to redress the huge disparities in performance levels by modernising the port services offered by the EU's 329 main seaports. The reform is aimed at eliminating unfair competition, guaranteeing a level playing field and improving the commercial efficiency of ports. Two previous attempts to liberalise port services (in 2001 and 2004) provoked controversy, particularly regarding their social/labour market aspects, and were rejected by the European Parliament.

The latest initiative combines a legislative and a 'soft' approach. The previously contentious cargo handling and passenger services will not be opened up to the market through legislation. Instead, the Commission is focusing on establishing a clear framework for market access to port services and common rules on the transparency of public funding for ports and the charges for users. The 'soft' approach comprises an action plan and the launch of sectoral social dialogue.

A more recent edition of this document is available. Find it by searching by the document title at this address: <http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/home.html>

Briefing [EN](#)

## [Open Innovation In Industry, Including 3D Printing](#)

Type de publication En bref

Date 01-12-2015

Auteur DIMOVA MAGDALENA | GOUARDERES Frederic

Domaine politique Industrie | Politique de recherche

Mot-clé changement technologique | conception assistée par ordinateur | conception de produit | développement régional | fabrication assistée par ordinateur | formalité administrative | impact des technologies de l'information | imprimante | INDUSTRIE | informatique et traitement des données | politique et structures industrielles | politique industrielle de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | région et politique régionale | révolution industrielle | technologie et réglementation technique | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The study Open Innovation in Industry, Including 3D Printing includes a number of examples on good practices developed in different Member States. The study looks at the broad concept of open innovation as such and also in relation with key enabling technologies like 3D printing which is on the peak of inflated expectations. They should be viewed as parallel and even reinforcing developments. Further the document makes policy recommendations for actions at EU, national and regional level This leaflet presents the key findings of the study.

Link to the original publication:

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/563445/IPOL\\_STU\(2015\)563445\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2015/563445/IPOL_STU(2015)563445_EN.pdf)

En bref [EN](#)

## [Electronic budgeting: Innovative approaches to budgeting](#)

Type de publication Briefing

Date 27-11-2015

Auteur SGUEO Gianluca

Domaine politique Budget | Démocratie

Mot-clé accès à l'information | administration électronique | budget de l'État | diffusion de l'information | documentation | FINANCES | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | fossé numérique | gestion électronique des documents | impact des technologies de l'information | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | pouvoir exécutif et administration publique | société civile | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé There is scarcely any aspect of government activity that does not involve the use of information and communication technologies (ICTs). The EU has supported the building of digital infrastructures and the sharing of best practices on efficient delivery of e-government services for the last 15 years. One of the goals of the EU Digital Action Plan was to increase the take-up of e-government services by 50% of citizens and 80% of businesses by 2015. The introduction of digitalised procedures also affects the budgetary field. Scholars address ICT applications used for budgetary functions, procedures, or services across the budgetary cycle (planning, programming, budgeting, appropriations, control, and evaluation of financial resources), using the term 'e-budgeting'. e-budgeting refers to the digitalisation of budgetary procedures, the diffusion of Open Data (i.e. the diffusion of budgetary information to the public in an open format) and Big Data (i.e. the use of complex databases of budgetary information to inform policy-making). One of the most distinctive features of e-budgeting (and e-government in general) is that it promotes an active role for citizens and civil society organisations. A diffuse movement of activists and civil society organisations champions the use of digital technologies within public decision-making procedures to enhance citizens' participation and to control governmental activities. Please click here for the full publication in PDF format

Briefing [EN](#)

## [L'interopérabilité pour un secteur public moderne](#)

Type de publication En bref

Date 06-11-2015

Auteur DAVIES Ron

Domaine politique Démocratie

Mot-clé administration et rémunération du personnel | administration électronique | communication | concours administratif | construction européenne | coopération transfrontalière | EMPLOI ET TRAVAIL | flux transfrontière de données | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | interconnexion de systèmes | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | programme de l'UE | RELATIONS INTERNATIONALES | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échange d'information | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Les services électroniques des administrations publiques européennes doivent interopérer afin de soutenir les particuliers qui étudient ou travaillent dans d'autres États membres ainsi que les entreprises qui exercent leurs activités dans d'autres États membres, et afin de réduire les coûts et d'assurer l'organisation rationnelle des administrations. Un programme renouvelé de l'Union pour la période 2016-2020 propose de continuer à soutenir les services d'administration en ligne interopérables, en mettant l'accent sur les données ouvertes et la réutilisation des solutions numériques.

En bref [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#), [PL](#)

## [Research for REGI Committee - Tools to support the territorial and urban dimension in cohesion policy: Integrated Territorial Investment \(ITI\) and Community-Led Local Development \(CLLD\)](#)

Type de publication Briefing

Date 30-10-2015

Auteur AZEVEDO Filipa

Domaine politique Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé administration locale | administration régionale | aide régionale | aménagement du territoire | cohésion économique et sociale | construction européenne | développement rural | développement régional | FINANCES | finances de l'Union européenne | fonds (UE) | formalité administrative | investissement et financement | mode de financement | politique de coopération | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | RELATIONS INTERNATIONALES | régime du financement de l'UE | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | urbanisation | urbanisme et construction | utilisation de l'aide | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé For the 2014-2020 programming period the regulations encourage the usage of integrated and place-based oriented approaches to foster economic, social and territorial cohesion, at the same time putting a greater weight on urban development actions in order to attain the Europe 2020 Strategy goals. These territorial approaches can be implemented by using tools such as the Integrated Territorial Investment (ITI) and the Community-Led Local Development (CLLD). The Partnership Agreements, between the Member States and the European Commission, should indicate how ITI and CLLD will be used by Member States and the types of areas and challenges that these mechanisms will address.

Briefing [EN](#)

## [Speeding up authorisation of novel foods](#)

Type de publication En bref

Date 20-10-2015

Auteur LAANINEN Tarja

Domaine politique Sécurité des aliments

Mot-clé agro-alimentaire | AGRO-ALIMENTAIRE | autorisation de vente | Autorité européenne de sécurité des aliments | clonage | commercialisation | consommation | droit de l'Union européenne | formalité administrative | importation (UE) | INDUSTRIE | information du consommateur | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | législation alimentaire | nanotechnologie | politique et structures industrielles | pouvoir exécutif et administration publique | production alimentaire | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | produit alimentaire | produit alimentaire | produit nouveau | QUESTIONS SOCIALES | santé | sécurité des aliments | technologie alimentaire | technologie alimentaire | technologie et réglementation technique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | échanges économiques | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | élaboration du droit de l'UE

Résumé In December 2013, the European Commission presented a proposal to clarify the definition of novel foods, take into account new technologies in food-making, and streamline and speed up the authorisation process. The proposal also seeks to make it easier for traditional foods from countries outside the European Union (EU) to enter the EU market. A compromise following negotiations in trilogue is awaiting a vote in the October III plenary session.

En bref [EN](#)

Multimédia [Speeding up authorisation of novel foods](#)

## [Revising the EU's financial rules](#)

Type de publication En bref

Date 30-09-2015

Auteur SGUEO Gianluca

Domaine politique Budget | Contrôle budgétaire

Mot-clé budget | budget général (UE) | contrat public | directive (UE) | droit de l'Union européenne | exécution du budget | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | règlement financier | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé The financial rules (FR) applicable to the general budget of the European Union (EU) – Regulation (EU, Euratom) No 966/2012 of the European Parliament and Council of 25 October 2012 – set out the operating principles and basic rules governing the EU budget. The proposal to amend the FR follows the adoption of new rules on public procurement and the award of concession contracts.

En bref [EN](#)

## [Towards a Revision of the European Citizens' Initiative?](#)

Type de publication Étude

Date 15-07-2015

Auteur externe Marta BALLESTEROS and Sara FIORENTINI (Milieu Ltd., Belgium)

Domaine politique Pétitions au Parlement européen

Mot-clé cadre politique | citoyenneté européenne | collecte de données | Commission européenne | compétence institutionnelle (UE) | construction européenne | droit de l'Union européenne | démocratie participative | formalité administrative | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | Parlement | pouvoir d'initiative | pouvoir exécutif et administration publique | procédure administrative | protection des données | pétition | règlement (UE) | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé At the request of the PETI committee, the Study provides an overview of the most significant difficulties faced by organisers when setting up and running a European Citizens' Initiative (ECI) and an in-depth analysis of the possible solutions based on a review of the latest reports by EU Institutions on this issue. The aim of the Study is to propose recommendations or measures to improve the ECI as an effective tool for participatory democracy in the EU in view of the current discussion concerning the revision of Regulation (EU) No 211/2011 on the Citizens' Initiative. The ultimate goal is to define an ECI process with fewer costs and unnecessary burdens for EU citizens which would empower them to actively participate in shaping the future of Europe.

Étude [EN](#)

## Cross-Border Volunteering: Cost of Non-Europe Report

Type de publication Étude

Date 15-07-2015

Auteur DEL MONTE Micaela | ZANDSTRA Thomas

Auteur externe Annex I of this study has been written by Levent Altan, Vanessa Leigh, Jelena Milovanovic, Nienke Van Der Burgt (legal/policy analysis) and Guillermo Hernández, Sandra Planes and Gijs Nolet (cost assessment), at the request of the European Added Value Unit of the Directorate for Impact Assessment and European Added Value, within the Directorate General for Parliamentary Research Service of the European Parliament.

The study was supported by a panel of senior experts: Gabriella Civico (European Volunteer Centre); Robert Leigh (Senior Consultant, United Nations Volunteers (UNV)); Eberhard Lueder (Red Cross EU Office) and Alix Masson (European Youth Forum). Piotr Sadowski (CSV and Volonteurope) carried out the peer review.

Domaine politique Culture | Politique sociale | Valeur ajoutée européenne | Éducation

Mot-clé action de l'UE | analyse coût-bénéfice | bénévolat | construction européenne | DROIT | droit civil | droit de séjour | droit international | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | organisation bénévole | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | reconnaissance des qualifications professionnelles | RELATIONS INTERNATIONALES | société civile | statut juridique européen | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | vie sociale | volontaire international | éducation | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | éducation non formelle

Résumé The study examines the legal, administrative and other barriers to cross-border volunteering which prevent it from achieving its full potential. Those barriers include uncertainty and the risk of forfeiting social security benefits, the unclear framework for obtaining residence permits in some host countries, the lack of clear procedures for the recognition of the skills and competences gained through volunteering, the lack of positive action and information on volunteering opportunities, and insufficient preparation and training for volunteers. The cost associated with the barriers to cross border volunteering is estimated at 65 million euro per year, increasing the positive economic benefit by a third mainly through the removal of administrative barriers. While the cost of non-action, in political and economic terms, is relatively modest, stronger EU action would increase its visibility, its socioeconomic contribution and foster increased participation in cross-border volunteering. Please click here for the full publication in PDF format

Étude [EN](#)

## Veterinary medicinal products: Initial Appraisal of a European Commission Impact Assessment

Type de publication Briefing

Date 29-04-2015

Auteur ZANDERSONE Laura

Domaine politique Marché intérieur et union douanière | Santé publique | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | analyse économique | autorisation de vente | commercialisation | construction européenne | droit de l'Union européenne | formalité administrative | législation vétérinaire | marché unique | médicament vétérinaire | politique agricole | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | santé | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé This note seeks to provide an initial analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's Impact Assessment (IA) accompanying the proposal for a Directive on veterinary medicinal products. The proposal on veterinary medicines, together with the parallel proposal on medicated feed, is part of an overarching goal of the Commission to address the problem of rising threats from antimicrobial resistance in the EU. This note, prepared by the Ex-Ante Impact Assessment Unit for the Committee on Environment, Public Health and Food Safety (ENVI) of the European Parliament, analyses whether the principal criteria laid down in the Commission's own Impact Assessment Guidelines, as well as additional factors identified by the Parliament in its Impact Assessment Handbook, appear to be met by the IA.

Briefing [EN](#)



## [The European Citizens' Initiative: the experience of the first three years - European Implementation Assessment](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 15-04-2015

Auteur ANGLMAYER Irmgard

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Démocratie | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé application du droit de l'UE | citoyenneté européenne | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | formalité administrative | initiative législative | Parlement | participation politique | pouvoir exécutif et administration publique | pétition | simplification législative | sources et branches du droit | travaux parlementaires | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique

Résumé The European Citizens' Initiative (ECI) has been in operation since April 2012. Observers have identified a number of shortcomings in its implementation, which impact negatively on the effectiveness and acceptance of this relatively new instrument of transnational participatory democracy. Against this background, stakeholders are calling for simplification and a substantial revision of the current ECI framework and its application, including its implementation in the EU Member States.

On 31 March 2015, the Commission presented its first report on the application of the ECI Regulation. While it concluded that it considered the ECI to be fully implemented, it however listed a few areas for improvement.

It is widely expected that this review, together with the European Ombudsman's recent recommendations, will prompt a revision of that regulation.

This paper seeks to provide a systematic overview of the current weaknesses in the ECI process and puts forward concrete recommendations for a better functioning ECI.

Analyse approfondie [EN](#)

## [Activités transnationales dans l'Union - Faciliter la vie des citoyens \(excerpt\)](#)

Type de publication Étude

Date 16-02-2015

Auteur externe Giesela Rühl (Jena University), Jan von Hein (Freiburg University), Pierre Callé (Paris Sud University, Paris XI), Michael P. Clancy (The Society of Scotland, UK), Christiane Wendehorst (Vienna University), Kurt Lechner (Notary Chamber of Palatinate, Germany), Eva Pötter (Estonian Chamber of Notaries), Paul Lagarde (Université Paris I, Panthéon-Sorbonne), Harm Schepel (Brussels School of International studies), Pablo Cortés (University of Leicester), Giuseppe De Palo (ADR Center Srl) and Gottfried Musger (Austrian Supreme Court - OGH)

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé conflit de juridictions | consommation | construction européenne | coopération judiciaire civile (UE) | DROIT | droit civil | droit de la famille | droit international | droit international privé | droit privé européen | droit successoral | Europe des citoyens | famille | formalité administrative | justice | libre circulation des personnes | modes alternatifs de résolution des conflits | organisation de la justice | pouvoir exécutif et administration publique | protection du consommateur | QUESTIONS SOCIALES | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## [Révision de la politique de l'Union européenne en matière de visas: Première évaluation d'une analyse d'impact de la Commission européenne](#)

Type de publication Briefing

Date 18-11-2014

Auteur MANIAKI-GRIVA Alexia

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé admission des étrangers | analyse économique | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | formalité administrative | politique de l'UE en matière de visas | pouvoir exécutif et administration publique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé La présente note vise à établir une première évaluation des points forts et des points faibles de l'analyse d'impact de la Commission accompagnant la proposition de la Commission en vue d'un règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au code des visas de l'Union.

Les problèmes à régler sont expliqués de manière très claire, tout comme l'est la présentation des options. L'existence d'incertitudes est admise et des efforts considérables ont été déployés pour étayer l'analyse d'impact au moyen d'éléments concrets, bien que cela se soit avéré difficile pour des raisons dûment expliquées. Cependant, les préoccupations des États membres concernant les questions de sécurité liées à la délivrance obligatoire de visas à entrées multiples assortis d'une longue durée de validité ou la nouvelle autorisation "d'itinérance" auraient pu être mieux expliquées. De plus, le fait que la proposition à l'étude prévoit un délai réduit pour l'examen des demandes semble surprenant, étant donné que l'analyse d'impact suggère que cette réduction ne constituerait pas une solution efficace. Enfin, mis à part le fait que l'analyse d'impact elle-même n'envisage pas la création de deux instruments juridiques distincts, il est difficile de comprendre pourquoi l'analyse d'impact n'a pas été présentée avec les deux propositions réunies dans un seul train de mesures, étant donné qu'elle couvre la question des visas dans son ensemble.

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Stoiber Group on administrative burdens in EU law: better law-making in action

Type de publication En bref

Date 17-11-2014

Auteur ORAV Anita | REYNOLDS Stephane

Domaine politique Adoption de la législation par le Parlement européen et le Conseil | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Transposition et mise en œuvre de la législation | Évaluation du droit et des mesures politiques dans la pratique

Mot-clé analyse économique | comité consultatif (UE) | DROIT | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | fonctionnement institutionnel | formalité administrative | gestion administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | mesure nationale d'exécution | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | programme d'action | simplification législative | sources et branches du droit | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The High-Level Group on Administrative Burdens or the Stoiber Group was established in 2007 as an independent body to advise the European Commission on its planned Action Programme for administrative burden reduction (ABR) in respect of EU legislation. The latter programme set a 25 per cent reduction target by 2012, covering 13 policy areas. On 14 October 2014, at the presentation of the group's Final Report to then Commission President José Manuel Barroso, Mr Stoiber invited the Commission to continue its efforts to make EU law lighter, simpler and less costly. The Final Report acknowledges that there has been a recent shift in culture within the Commission and urges the Commission to go further, for example by seeking to calculate the total net cost of legislation as precisely as possible. EU member states should be tasked with indicating clearly where minimum requirements have been exceeded, with the aim of revealing any potentially unnecessary 'gold-plating' at national level. Background The Stoiber group's work was organised in three successive rounds or 'mandates', and its final mandate came to an end on 31 October 2014, at the end of the five-year term of the second Barroso Commission. As explained in detail in the Final Report, the first mandate of the Stoiber Group helped the Commission to evaluate administrative burdens on business and other stakeholders, and to shape related proposals in the Action Programme. During its second mandate, the group focused on reducing administrative burdens through the better transposition of EU laws by the 28 member states, whilst during its third mandate, the group focussed on policy towards small and medium-sized enterprises (SMEs) in this field.

En bref [EN](#)

## New Approaches, Alternative Avenues and Means of Access to Asylum Procedures for Persons Seeking International Protection

Type de publication Étude

Date 23-10-2014

Auteur externe Elspeth Guild (Centre for European Policy Studies - CEPS, Brussels, Belgium), Cathryn Costello (Oxford University, the UK), Madeline Garlick (Radboud University, Nijmegen, The Netherlands), Violeta Moreno-Lax (University of London, the UK), Minos Mouzourakis (Oxford University, the UK) and Sergio Carrera (Centre for European Policy Studies - CEPS)

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé accès à la justice | Agence de l'Union européenne pour l'asile | asile politique | DROIT | droit international | droits de l'homme | droits et libertés | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | justice | pouvoir exécutif et administration publique | protection sociale | QUESTIONS SOCIALES | RELATIONS INTERNATIONALES | réfugié | réfugié politique | sécurité internationale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | équipement social

Résumé Upon request by the LIBE committee, this study examines the workings of the Common European Asylum System (CEAS), in order to assess the need and potential for new approaches to ensure access to protection for people seeking it in the EU, including joint processing and distribution of asylum seekers. Rather than advocating the addition of further complexity and coercion to the CEAS, the study proposes a focus on front-line reception and streamlined refugee status determination, in order to mitigate the asylum challenges facing Member States, and guarantee the rights of asylum seekers and refugees according to the EU acquis and international legal standards.

Étude [EN](#)

## The Cost of Non-Europe in the Single Market. Part IV - Public Procurement and Concessions

Type de publication Étude

Date 02-10-2014

Auteur PATAKI Gabor Zsolt

Auteur externe Europe Economics

Domaine politique Marché intérieur et union douanière | Valeur ajoutée européenne

Mot-clé analyse coût-bénéfice | analyse économique | application du droit de l'UE | construction européenne | contrat public | documentation | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | marché unique | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact | étude de cas

Résumé Cost of Non-Europe Reports identify the possibilities for economic or other gains and/or the realisation of a 'public good' through common action at EU level in specific policy areas and sectors. This Cost of Non-Europe Report seeks to analyse the costs for citizens, businesses and relevant stakeholders of remaining gaps and barriers in the European Single Market, building on and updating the 1988 Cecchini Report, which quantified its potential benefits. One of the key benefits of the Single Market was expected to arise in the context of public procurement. This particular study - the fourth in a series - updates the analysis presented in the Cecchini Report, estimates the value of savings to the public purse that have been achieved to date through European legislation on public procurement, and discusses the extent to which future savings might be achieved (in particular following approval of the proposals for new public procurement directives in January 2014).

Étude [EN](#)

## The Cost of Non-Europe in the Single Market. Part III - Digital Single Market

Type de publication Étude

Date 25-09-2014

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Marché intérieur et union douanière | Valeur ajoutée européenne

Mot-clé analyse coût-bénéfice | analyse économique | commerce électronique | commercialisation | communication | consommation | construction européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | formalité administrative | gestion comptable | marché unique | monnaie électronique | paiement intra-UE | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | propriété intellectuelle | protection du consommateur | recherche et propriété intellectuelle | service postal | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | économie monétaire | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé Cost of Non-Europe Reports identify the possibilities for economic or other gains and/or the realisation of a 'public good' through common action at EU level in specific policy areas and sectors. This Cost of Non-Europe Report seeks to analyse the costs for citizens, businesses and relevant stake-holders of remaining gaps and barriers in the European Single Market, building on and updating the 1988 Cecchini Report, which quantified its potential benefits. This particular study - the third in a series - analyses the gaps in the European digital single market legislation which prevent attaining the benefits of a fully functioning e-commerce single market. It provides a qualitative appreciation of the existing legislation, identifying gaps where further legislative action at European level could be beneficial and quantifying the direct costs of failure to legislate and the potential broader economic impact of closing the gaps.

Étude [EN](#)

## Update on the European Commission's REFIT Programme

Type de publication En bref

Date 16-06-2014

Auteur REYNOLDS Stephane

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Transposition et mise en œuvre de la législation

Mot-clé collecte de données | contrat public | DROIT | droit de l'UE | droit de l'Union européenne | déchet électronique | détérioration de l'environnement | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ENVIRONNEMENT | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | impôt sur les sociétés | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | ordre juridique de l'UE | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | politique des transports | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | propriété intellectuelle | recherche et propriété intellectuelle | reconnaissance des qualifications professionnelles | relation interinstitutionnelle (UE) | réglementation du transport | simplification législative | sources et branches du droit | TRANSPORTS | TVA | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé In December 2012, the European Commission's Regulatory Fitness and Performance Programme (REFIT) committed the institution to attempt to establish a simple, clear, stable and predictable regulatory framework for business, workers and citizens, as well as to ensure EU legislation brings benefits at the lowest cost and with the least bureaucracy. This short note, produced by the Ex-Post Impact Assessment Unit, analyses progress made in the implementation of the different measures covered by REFIT, following the Commission's Communication of 18 June 2014 on its state of play and outlook.

En bref [EN](#)

## L'initiative citoyenne européenne - Premières leçons tirées de la mise en œuvre

Type de publication Étude

Date 15-05-2014

Auteur externe Marta Ballesteros, Emanuela Canetta and Alexandru Zaciu

Domaine politique Droit démocratique, institutionnel et parlementaire de l'Union | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Pétitions au Parlement européen

Mot-clé application du droit de l'UE | cadre politique | commercialisation | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | démocratie participative | Europe des citoyens | formalité administrative | informatique et traitement des données | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | interprétation du droit | Parlement | pouvoir exécutif et administration publique | principe de sécurité juridique | procédure administrative | pétition | règlement (UE) | signature électronique | sources et branches du droit | traitement des données | traité de Lisbonne | transparence du processus décisionnel | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé À la demande de la commission des pétitions et de la commission des affaires constitutionnelles, la présente étude recense les difficultés rencontrées par les organisateurs au cours de la création et de la conduite d'initiatives citoyennes européennes (ICE). Elle analyse les solutions possibles et fournit des recommandations d'amélioration de l'initiative citoyenne européenne en tant qu'outil efficace de démocratie participative dans l'Union européenne. Elle a pour objectif de proposer des mesures pour simplifier la procédure d'initiative citoyenne européenne et en réduire les coûts et les charges pour les citoyens de l'Union européenne. Le but, en définitive, est de définir une stratégie concrète pour donner aux citoyens de l'Union les moyens de participer activement à la construction de l'avenir de l'Europe.

Étude [DA](#), [EN](#), [FR](#)

## [The Impacts of Visa Liberalisation in Eastern Partnership Countries, Russia and Turkey on Trans-Border Mobility](#)

Type de publication Étude

Date 11-03-2014

Auteur externe Raül Hernández i Sagrera (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals - IBEI)

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé accord de Schengen | Asie - Océanie | asile politique | Balkans occidentaux | construction européenne | DROIT | droit international | Europe | formalité administrative | frontière extérieure de l'UE | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | migration | migration frontalière | pays de la CEI | politique de l'UE en matière de visas | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | relation de l'Union européenne | Russie | Turquie | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Upon request by the LIBE Committee, this study examines the Schengen Visa liberalisation in the Eastern Partnership countries, Russia and Turkey which has proven to have a huge transformative potential across the justice, liberty and security policies of the countries where it has been deployed. Far-reaching technical reforms in the fields of document security, irregular migration and border management, public order security and fundamental rights have to be implemented so that visa-free travel can be allowed. Evidence provided by visa applications data reveals that visa liberalisation is a logical step, provided that the technical reforms are adopted and implemented. This study analyses the current state of play of the implementation of the EU visa policy instruments and assesses the positive impact of visa-free travel on trans-border mobility according to current visa application statistics.

Étude [EN](#)

## [Trademark reform package](#)

Type de publication En bref

Date 20-02-2014

Auteur MAŃKO Rafał

Domaine politique Droit de la propriété intellectuelle

Mot-clé commerce international | contrefaçon | DROIT | droit de l'Union européenne | droit des marques | droits et libertés | formalité administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | interprétation du droit | jurisprudence (UE) | liberté d'expression | marque de l'UE | marque déposée | organisme de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | restriction à l'importation | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé For more than 15 years there has been a dual system of trademark law in Europe: an EU-wide Community trademark, and harmonised national trademarks. The Commission proposal aims at more harmonisation and coordination, but does not address trademark-related concerns over free expression. The Parliament's Legal Affairs Committee has put forward numerous amendments, in particular explicitly allowing to use trademarks for purposes of parody, artistic expression, criticism or comment, as well as for offering genuine products, intended as alternatives for well-known brands.

En bref [EN](#)

## ['Gold-Plating' in the EAFRD - To What Extent Do National Rules Unnecessarily Add to Complexity and, as a Result, Increase the Risk of Errors?](#)

Type de publication Étude

Date 14-02-2014

Auteur externe Matteo BOCCI, Jan Maarten DE VET and Andreas PAUER (Ecorys Brussels NV), in collaboration with Roland BLOMEYER and Antonio SANZ (Blomeyer & Sanz) and Elena SARACENO (independent consultant)

Domaine politique Agriculture et développement rural | Contrôle budgétaire | Transposition et mise en œuvre de la législation

Mot-clé Autriche | budget | Bulgarie | condition de l'aide | contrôle financier | développement rural | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | Espagne | Europe | Feader | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | gestion comptable | gestion comptable | gouvernance | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | Italie | politique de coopération | Portugal | pouvoir exécutif et administration publique | procédure administrative | RELATIONS INTERNATIONALES | règlement financier | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé 'Gold-plating' refers to obligations that go beyond EU requirements: an excess of norms, guidelines and procedures accumulated at national, regional and local levels interfering with the expected policy goals. A broad range of gold-plating issues have been identified in the EAFRD, related above all to eligibility and agri-environmental commitments, but also to payment issues, controls and procurement rules set at the RDPs level. Goldplating and related errors can be addressed by capacity building, coordination and cooperation between all actors involved.

Étude [EN](#)

## The Development Cooperation Instrument

Type de publication En bref

Date 31-01-2014

Auteur CIRLIG Carmen-Cristina

Domaine politique Budget | Développement et aide humanitaire

Mot-clé aide au développement | changement climatique | comptabilité nationale | construction européenne | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | finances de l'Union européenne | formalité administrative | instrument financier de l'UE | pauvreté | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | RELATIONS INTERNATIONALES | régime d'aide | régime du financement de l'UE | rôle international de l'UE | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé In December 2013, the European Parliament (EP) approved the compromise text agreed in trilogue on a new Regulation on the Development Cooperation Instrument (DCI), the EU's major financial instrument for development cooperation in the 2014-20 period. The Council is expected shortly to approve the text in its turn, ensuring adoption of the legislative act at first reading.

En bref [EN](#)

## Freedom of movement for EU public documents

Type de publication En bref

Date 30-01-2014

Auteur FERRARO Francesca

Domaine politique Droit international privé et coopération judiciaire en matière civile | Droit international public | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé construction européenne | convention internationale | coopération administrative | document officiel | documentation | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | espace de liberté, sécurité et justice | Europe des citoyens | formalité administrative | libre circulation des personnes | politique internationale | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | relation intra-UE | RELATIONS INTERNATIONALES | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Around 2.5% of the EU population is resident in a Member State (MS) other than that of their origin. In the past decade, increasing numbers of EU citizens have taken advantage of free movement within the internal market, wishing to live, work or study in another MS. However, according to the European Commission, this freedom may be curtailed in practice by the need for European citizens and legal persons to have the host State recognise public documents and certificates from their State of origin. For example, problems are experienced in cases related to driving licences, accessing social services or tax benefits, avoiding double taxation, looking for a job, and getting married or divorced.

En bref [EN](#)

## Simplification de l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne : première évaluation de l'analyse d'impact de la Commission européenne

Type de publication Briefing

Date 15-01-2014

Auteur COLLOVA Claudio

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse économique | coopération administrative | document officiel | documentation | DROIT | droit d'établissement | droit de l'Union européenne | droit international | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | libre circulation des personnes | pouvoir exécutif et administration publique | principe de subsidiarité | proposition (UE) | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé La présente note vise à établir une première évaluation de l'analyse d'impact de la Commission accompagnant sa proposition concernant un règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (COM(2013)228), présentée en avril 2013. Il s'agit de déterminer si l'analyse d'impact respecte les principaux critères établis dans les lignes directrices de la Commission concernant l'analyse d'impact et les autres paramètres définis par le Parlement européen dans son guide pratique des analyses d'impact. Elle n'a pas vocation à examiner le contenu de la proposition. La présente note est élaborée à des fins d'information et de mise en contexte afin d'offrir une assistance plus large aux commissions parlementaires et aux députés dans leurs travaux.

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Promoting Free Movement in the EU by Simplifying the Acceptance of Public Documents: Cost of Non-Europe Report

Type de publication Étude

Date 16-12-2013

Auteur externe ICF GHK

Domaine politique Espace de liberté, de sécurité et de justice | Valeur ajoutée européenne

Mot-clé action de l'UE | analyse économique | carte de santé | construction européenne | document d'identité | document officiel | documentation | DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | droit international | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | immatriculation de société | libre circulation des personnes | organisation de l'entreprise | pouvoir exécutif et administration publique | principe de reconnaissance mutuelle | propriété des biens | QUESTIONS SOCIALES | santé | statut juridique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | état civil | étude d'impact

Résumé Cost of Non Europe Reports are intended to evaluate the possibilities for gains and the realisation of a 'public good' through common action at EU level in specific policy areas and sectors. In particular, this study analyses the cost for citizens and businesses of the formalities which are currently necessary in order to make certain public documents acceptable in different Member States. The study concludes that the abolition of legalisation and Apostille, the simplified certification of copies and translations, the establishment of multilingual forms in all official languages concerning birth, death, marriage, registered partnership, and legal status and representation of a company would greatly reduce the current costs associated with authenticating national public documents. Citizens and businesses would be able to more freely exercise their right of free movement and freedom of establishment in another Member State without facing disproportionate obstacles.

Étude [EN](#)

## Towards a European single market for telecoms

Type de publication Briefing

Date 25-11-2013

Auteur SZCZEPANSKI Marcin

Domaine politique Politique de recherche | Protection des consommateurs

Mot-clé communication | construction européenne | droit de l'Union européenne | formalité administrative | INDUSTRIE | industrie des télécommunications | investissement industriel | libéralisation du marché | marché unique | matériel de télécommunication | politique commerciale | politique et structures industrielles | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | rapprochement des législations | réglementation des télécommunications | réseau de transmission | tarif des communications | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé The telecommunications sector is crucial to the entire economy of the EU. Since 2009, despite constant growth in demand for data services, its revenues have been declining. In September 2013, the European Commission proposed the Connected Continent package which aims to remove the obstacles to a genuine single market for telecoms. The proposal provoked mixed reactions from stakeholders, who supported only some of its elements and criticised the lack of official consultation process and the rushed attempt to have it adopted in the current legislature.

Briefing [EN](#)

## Action programmes for taxation and customs

Type de publication En bref

Date 14-11-2013

Auteur SZCZEPANSKI Marcin

Domaine politique Budget

Mot-clé construction européenne | coopération douanière | coopération policière (UE) | Europe | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | France | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | impôt direct | information et traitement de l'information | informatique et traitement des données | politique de coopération | pouvoir exécutif et administration publique | programme de l'UE | RELATIONS INTERNATIONALES | Royaume-Uni | système d'information | système informatique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | évasion fiscale

Résumé The European Commission (EC) proposes two programmes to enhance cooperation between tax and customs authorities and fund the required IT systems in the 2014-20 period.

En bref [EN](#)



## [Strategic guidelines for aquaculture in the EU](#)

Type de publication Briefing

Date 14-10-2013

Auteur SHEIL Sarah

Domaine politique Pêche

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | aquiculture | compétitivité | consommation | consommation alimentaire | demande de consommation | développement durable | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | finances de l'Union européenne | Fonds européen pour la pêche | formalité administrative | organisation de l'entreprise | politique commune de la pêche | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | production | production de l'UE | production mondiale | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | protection du consommateur | pêche | QUESTIONS SOCIALES | recherche et développement | recherche et propriété intellectuelle | ressource alimentaire | santé | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE

Résumé Worldwide, the aquaculture industry is growing rapidly and playing an increasingly important role in ensuring global food supply, accounting for almost half of all fish and seafood consumption. In the EU, by contrast, the industry has not been part of this global upsurge, but has steadily lost ground despite the fact that the EU is heavily dependent on imports to meet strong consumer demand for fish and seafood.

Briefing [EN](#)

## [Third countries' reciprocal access to EU public procurement: Detailed appraisal of the European Commission's Impact Assessment](#)

Type de publication Briefing

Date 22-07-2013

Auteur BALLON Elke | WERNER Helmut

Auteur externe Authors of the Annexes:

Annex I - Methodological aspects, by Prof. Dr. Andrea Renda of the Centre for European Policy Studies

Annex II - Openness, job creation, administrative burdens, SMEs and thresholds, by Máté Péter Vincze

Annex III - SME related impacts, thresholds and national legislation, by Dr. Pedro Telles of Bangor University (UK)

Annex IV - Game theory considerations, by Prof. Nicola Dimitri of the Department of Political Economy and Statistics of the University of Siena (Italy)

Domaine politique Commerce international | Marché intérieur et union douanière | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé accord commercial (UE) | accès au marché | analyse économique | construction européenne | contrat public | création d'emploi | droit de l'Union européenne | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | marché de l'UE | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | protection du marché | protectionnisme | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact

Résumé The Ex-ante Impact Assessment Unit of DG Parliamentary Research Services was requested by the INTA and IMCO Committees to provide a detailed analysis of the strengths and weaknesses of the European Commission's Impact Assessment (IA) accompanying the proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing rules on the access of third country goods and services to the European Union's internal market in public procurement and procedures supporting negotiations on of European Union goods and services to the public procurement markets of third countries. As part of this process, the Unit has commissioned four research papers, drafted by specialist experts, on various aspects of the Commission's IA. They are authored by: Prof. Dr. Andrea RENDA, CEPS, who addresses the questions put forward by the INTA and IMCO Committees from a methodological point of view. Mr. Matej Vincze, MSc in Economics, who deals with the questions put forward by the INTA and IMCO committees, with a view to finding answers substantiated inter alia by data-mining in relevant databases. Dr. Pedro TELLES, Bangor University, UK, who focuses on impacts, thresholds and national legislation in respect to SMEs. Professor Dr. Nicola DIMITRI, University of Siena, Italy, who analyses reciprocity and retaliation questions, using a game theory approach. The experts were asked to provide an appraisal of the European Commission's impact assessment, analysing, commenting and possibly complementing it with regard to eight topics: Openness of EU public procurement market; Potential benefits of market opening; Impact on job creation of the different options; Risk of retaliation and leverage creation; Administrative burden of assessed options; Impact on SMEs; Justification of thresholds; Existing national legislation restricting access to public procurement markets.

Briefing [EN](#)

## [Statute for a European Foundation](#)

Type de publication En bref

Date 27-06-2013

Auteur COPELAND Nicholas

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé DROIT | droit civil | droit de l'Union européenne | droit fiscal | déduction fiscale | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | fiscalité | fondation | formalité administrative | forme juridique de société | pouvoir exécutif et administration publique | proposition (UE) | société européenne | statut juridique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Public-benefit foundations make significant contributions to society in EU Member States (MS). In recent years many have expanded, to operate across borders. However, the lack of harmonised rules has caused problems of legal recognition in other MS and threatens to limit the potential value of the sector. The Commission has brought forward a proposal to tackle the issue.

En bref [EN](#)

## [Un code européen du droit international privé : rapport sur le coût de la non-Europe](#)

Type de publication Étude

Date 14-06-2013

Auteur BALLESTER MARTINEZ Maria Blanca

Domaine politique Droit international privé et coopération judiciaire en matière civile | Droit international public | Valeur ajoutée européenne

Mot-clé analyse des coûts | analyse économique | code juridique | conséquence économique | DROIT | droit de l'Union européenne | droit international | droit international privé | droit privé européen | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion comptable | pouvoir exécutif et administration publique | rapprochement des législations | simplification législative | sources et branches du droit | transparence administrative | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé Le 11 octobre 2012, la commission des affaires juridiques (JURI) a demandé l'élaboration d'un rapport sur le coût de la non-Europe (CoNE) en vue de l'établissement possible d'un code européen du droit international privé. Ce rapport analyse la question formelle du code et, plus particulièrement, celle des "lacunes" du droit international privé de l'Union européenne à combler, ainsi que le coût associé à leur persistance pour les citoyens et les entreprises. Il propose également des arguments de nature quantitative et qualitative en faveur de l'établissement d'un code européen du droit international privé.  
La rédaction du présent rapport a été confiée à l'unité de la valeur ajoutée européenne de la direction de l'évaluation de l'impact et de la valeur ajoutée européenne, de la direction générale des politiques internes de l'Union (DG IPOL) du Parlement européen.  
Le rapport s'appuie sur une expertise externe apportée par le cabinet de conseil GHK, disponible uniquement en anglais.

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#), [IT](#)

Annexe 1 [EN](#)

## [SMEs in the Cohesion Policy Management Cycle](#)

Type de publication Étude

Date 15-04-2013

Auteur externe CSIL Centre for Industrial Studies (Italy) and PPMI Public Policy and Management Institute (Lithuania)

Domaine politique Développement régional | Marché intérieur et union douanière | Questions financières et bancaires

Mot-clé administration électronique | audit | cohésion économique et sociale | construction européenne | diffusion de l'information de l'UE | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | financement de l'entreprise | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds structurel | formalité administrative | gestion administrative | institutions de l'Union européenne et fonction publique européenne | instrument financier | investissement et financement | libre circulation des capitaux | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | régime du financement de l'UE | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé This study explores the specific challenges faced by SMEs and SME support entities when they access and take advantage of funding made available through the Cohesion Policy. On the basis of a literature review, six case studies, an e-survey and in-depth interviews, this study tries to identify the critical issues encountered by SMEs and their support entities along all the phases of the Cohesion Policy programme and project management cycle, from programming to implementation. It draws conclusions about the improvements that are needed in order to ensure that SMEs take optimal advantage of Structural Funds and puts forward specific recommendations for the Committee on Regional Development of the European Parliament.

Étude [EN](#)

## [Equipements hertziens : première évaluation de l'analyse d'impact de la Commission européenne](#)

Type de publication Briefing

Date 07-03-2013

Auteur BALLON Elke

Domaine politique Industrie | Marché intérieur et union douanière | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé analyse économique | commerce international | communication | compétitivité | détérioration de l'environnement | entrave technique | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | homologation | matériel de télécommunication | nuisance électromagnétique | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique commerciale | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | surveillance du marché | technologie et réglementation technique | type d'entreprise | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | étude d'impact

Résumé La présente note vise à fournir une première évaluation des forces et des faiblesses de l'analyse d'impact (AI) de la Commission accompagnant la proposition de directive relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens.  
La proposition à l'examen vise à réviser la directive 1999/5/CE concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications (R&TTE), qui fixe un cadre pour la mise sur le marché, la libre circulation et la mise en service, dans l'Union européenne, des équipements hertziens et des équipements terminaux de télécommunications. Cette directive est entrée en vigueur en 1999. Selon la Commission européenne, "elle a joué un rôle déterminant pour l'établissement d'un marché intérieur dans ce domaine".

Briefing [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## [Proposition de la Commission sur les essais cliniques : première évaluation de l'analyse d'impact de la Commission européenne](#)

Type de publication [Briefing](#)

Date [15-02-2013](#)

Auteur [BALLON Elke](#)

Domaine politique [Santé publique](#) | [Évaluation de l'impact ex ante](#)

Mot-clé [analyse économique](#) | [droit de l'Union européenne](#) | [expérimentation humaine](#) | [formalité administrative](#) | [pharmacologie](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE](#) | [proposition \(UE\)](#) | [QUESTIONS SOCIALES](#) | [recherche et propriété intellectuelle](#) | [santé](#) | [SCIENCES](#) | [sciences naturelles et appliquées](#) | [surveillance des médicaments](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [ÉCONOMIE](#) | [étude d'impact](#)

Résumé [La présente note a pour objectif de fournir une première analyse des forces et des faiblesses de l'analyse d'impact de la Commission accompagnant la proposition de la Commission relative aux essais cliniques de médicaments à usage humain.](#)

[Briefing](#) [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## [Improving governance of the Single Market](#)

Type de publication [En bref](#)

Date [31-01-2013](#)

Auteur [SZCZEPANSKI Marcin](#)

Domaine politique [Marché intérieur et union douanière](#)

Mot-clé [administration électronique](#) | [construction européenne](#) | [droit de l'Union européenne](#) | [ENTREPRISE ET CONCURRENCE](#) | [formalité administrative](#) | [gouvernance](#) | [marché unique](#) | [mesure nationale d'exécution](#) | [petites et moyennes entreprises](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [principe de reconnaissance mutuelle](#) | [stratégie européenne pour la croissance](#) | [type d'entreprise](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#)

Résumé [Late implementation of directives by Member States \(MS\) is one of the main obstacles to the completion of the Single Market, according to the European Commission, which is seeking better governance of the Single Market.](#)

[En bref](#) [EN](#)

## [Réforme de la protection des données: incidence sur l'innovation et la compétitivité dans l'UE](#)

Type de publication [Étude](#)

Date [06-12-2012](#)

Auteur externe [Jonathan Cave \(RAND Europe\)](#) , [H.R. \(Rebecca\) Schindler \(RAND Europe\)](#) , [Neil Robinson \(RAND Europe\)](#) , [Veronika Horvath \(RAND Europe\)](#) , [Sophie Castle-Clarke \(RAND Europe\)](#) , [A.P.C. \(Arnold\) Roosendaal \(TNO\)](#) and [Bas Kotterink \(TNO\)](#).  
[Quality Assurance review conducted by Scott Marcus \(WIK-Consult\) and Joanna Chataway \(RAND Europe\)](#)

Domaine politique [Marché intérieur et union douanière](#) | [Politique de recherche](#) | [Protection des consommateurs](#)

Mot-clé [analyse économique](#) | [collecte de données](#) | [compétitivité](#) | [construction européenne](#) | [données personnelles](#) | [DROIT](#) | [droits et libertés](#) | [ENTREPRISE ET CONCURRENCE](#) | [formalité administrative](#) | [information et traitement de l'information](#) | [informatique et traitement des données](#) | [innovation](#) | [marché unique](#) | [mémoire des données](#) | [organisation de l'entreprise](#) | [pouvoir exécutif et administration publique](#) | [PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE](#) | [protection de la vie privée](#) | [protection des données](#) | [recherche et propriété intellectuelle](#) | [UNION EUROPÉENNE](#) | [VIE POLITIQUE](#) | [ÉCONOMIE](#) | [ÉDUCATION ET COMMUNICATION](#) | [étude d'impact](#)

Résumé [La présente étude a été commandée par la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie \(ITRE\) afin de fournir des informations et des conseils aux États membres sur la proposition de règlement général sur la protection des données \[2012/0011 \(COD\)\]. Le présent document consiste en une rapide évaluation des incidences sur l'innovation et la compétitivité des mesures concernant: le traitement automatisé, le contrôle du traitement des données et les transferts de données. Il examine une série de points de vue, à savoir le profilage, les données massives, l'informatique en nuage et les technologies respectant la vie privée, et recense une série d'incidences ainsi que des domaines susceptibles d'être améliorés.](#)

[Étude](#) [EN](#)

[Résumé exécutif](#) [DE](#), [FR](#)

## [The unitary patent](#)

Type de publication En bref

Date 06-12-2012

Auteur ZIBOLD Franziska

Domaine politique Droit de la propriété intellectuelle | Industrie | Politique de recherche

Mot-clé brevet européen | construction européenne | coopération renforcée | diffusion de l'information | documentation | emploi des langues | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | information et traitement de l'information | marché unique | Office européen des brevets | organisations européennes | ORGANISATIONS INTERNATIONALES | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et développement | recherche et propriété intellectuelle | traduction | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | vie politique et sécurité publique | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Harmonising patent law in Europe has been a constant goal since the 1960s. However significant challenges, particularly relating to languages and litigation of patent cases, have repeatedly blocked attempts. Now, 25 Member States have signed up to a compromise under enhanced cooperation. Spain and Italy abstained because of objections to the language rules.

En bref [EN](#)

## [Life in cross-border situations in the EU - A Comparative Study on Civil Status](#)

Type de publication Briefing

Date 15-11-2012

Auteur externe Mariolina ELIANTONIO - Milieu Ltd

Domaine politique Droit international privé et coopération judiciaire en matière civile | Droit international public | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé construction européenne | coopération administrative | coopération judiciaire civile (UE) | DROIT | droit civil | droit international | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | libre circulation des personnes | marché du travail | migration | migration communautaire | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | travailleur (UE) | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | état civil

Résumé Perhaps one of the single greatest successes of the European Union is the creation of an area without borders in which people, goods and services move freely. In 2010 alone, there were almost 11 million citizens living in another Member State.

Résumé exécutif [EN](#), [XL](#)

## [Simplifying and Modernising VAT in the Digital Single Market for e-Commerce](#)

Type de publication Étude

Date 18-09-2012

Auteur externe Helge Sigurd Næss-Schmidt, Daniel Mekonnen Ali, and Miguel Nieto Arias , with technical support provided by Johan Van der Paal, Joanna Denton and Manager Kenneth Vyncke (Deloitte Staff Partner)

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques | Marché intérieur et union douanière | Protection des consommateurs

Mot-clé administration électronique | collecte de l'impôt | commerce électronique | commercialisation | construction européenne | coopération fiscale européenne | DROIT | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | simplification législative | sources et branches du droit | technologie et réglementation technique | technologie numérique | TVA | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | évvasion fiscale

Résumé E-commerce is a large and growing business and a key part in the digital economy. To reap the full potential, a number of barriers needs to be addressed, not the least the obstacles that the current VAT system presents to cross-border sales of physical and in particular digital content e-commerce products. This report lists shortcomings in the present VAT set-up, evaluates policy options put on the table by inter alia the European Commission and provides a range of recommended policy options that should be reviewed in more detail.

Étude [EN](#)

## [Simplification et proportionnalité des systèmes de gestion et de contrôle de la politique de cohésion](#)

Type de publication Étude

Date 15-05-2012

Auteur externe Angelika Kronberger and Isabel Naylon (Metis GmbH) Rolf Bergs (PRAC Bergs & Issa Partnership Co.)

Domaine politique Contrôle budgétaire | Développement régional

Mot-clé audit | budget | cadre politique | contrôle budgétaire | contrôle financier | DROIT | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | exercice budgétaire | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds de cohésion | Fonds structurel | formalité administrative | gestion administrative | instance de contrôle | politique régionale de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | région et politique régionale | simplification législative | sources et branches du droit | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé La proposition de règlement de la Commission européenne portant dispositions communes aux Fonds structurels et de cohésion 2014-2020 contient des propositions visant à assurer la simplification et la proportionnalité moyennant la fusion d'autorités, la mise en place d'un nouveau système d'accréditation et l'apurement annuel et la clôture partielle des comptes. Ces propositions soulèvent un certain nombre de problèmes et se sont heurtées à une résistance considérable de la part des États membres et de la Cour des comptes européenne. Cette note d'information tente de mettre en avant les arguments et de proposer des recommandations pour résoudre ces problèmes.

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#)

## Obstacles rencontrés par les candidats aux Fonds structurels

Type de publication Étude

Date 15-02-2012

Auteur externe Herta Tödtling–Schönhofer and Christine Hamza (Metis GmbH),  
Laura Polverari and John Bachtler (EPRC, University of Strathclyde)

Domaine politique Développement régional | Industrie

Mot-clé audit | cofinancement | cohésion économique et sociale | collectivité territoriale | construction européenne | diffusion de l'information | documentation | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds structurel | formalité administrative | gestion administrative | investissement et financement | petites et moyennes entreprises | politique régionale de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | région et politique régionale | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉDUCATION ET COMMUNICATION | évaluation de projet

Résumé La présente étude analyse les facteurs qui encouragent les entreprises ou les collectivités locales à se porter candidates à une aide au titre des Fonds structurels (FS) ou les en dissuadent. Dans le contexte de récession actuel, il est essentiel d'attirer le plus grand nombre de candidats possible. Sur la base d'un vaste examen de la littérature existante, d'études de cas, de questionnaires et d'entretiens, la présente étude essaie de répondre aux questions suivantes: qu'est-il possible de mettre en oeuvre pour attirer davantage de candidatures, et comment la participation des bénéficiaires peut-elle être rendue plus efficace? Elle propose plusieurs recommandations spécifiques destinées aux décideurs politiques aux niveaux local, régional, national et européen.

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#)

Résumé exécutif [BG](#), [CS](#), [DA](#), [DE](#), [EL](#), [EN](#), [ES](#), [FI](#), [FR](#), [HU](#), [IT](#), [LT](#), [LV](#), [NL](#), [PT](#), [RO](#), [SV](#), [ET](#), [MT](#), [PL](#), [SK](#), [SL](#)

## Réseau européen pour l'énergie durable

Type de publication Étude

Date 16-01-2012

Auteur externe Ludwig-Bölkow-Systemtechnik (LBST) : M. Altmann, P. Schmidt, and Jenny Winkler  
HINICIO : A. Brenninkmeijer, J.-C. Lanoix and P. Trucco  
Centre for European Policy Studies (CEPS) : C. Egenhofer, A. Behrens, J. Nuñez Ferrer, M. Alessi,  
A. Georgiev and J. Teusch  
Technical Research Centre of Finland (VTT) : S. Uski-Joutsenvou, H. Holttinen, J. Kiviluoma, S. Niskanen, L. Olmos  
Camacho and J. Barquín Gil

Domaine politique Environnement | Politique de recherche | Énergie

Mot-clé construction européenne | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | indépendance énergétique | politique de l'environnement | politique énergétique | pouvoir exécutif et administration publique | production d'énergie | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | protection de l'environnement | réduction des émissions de gaz | réseau transeuropéen | réseau énergétique | technologie et réglementation technique | technologie propre | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉNERGIE | énergie douce | énergie renouvelable

Résumé Les objectifs de l'UE visant à augmenter à 20 % la part des sources d'énergie renouvelables dans la consommation énergétique européenne d'ici 2020 ainsi qu'à réduire de 80-95 % les émissions de CO<sub>2</sub> d'ici 2050 nécessitent des modifications et des extensions du réseau électrique. L'intégration dans le réseau d'un pourcentage croissant d'électricité renouvelable fluctuante, notamment les énergies éolienne et solaire, représente une mission de longue haleine, qui requiert des investissements substantiels, une planification à long terme au sein des instances européennes et une détermination constante. En outre, cette intégration nécessite une coordination renforcée entre toutes les parties prenantes concernées en Europe. Bien que des activités importantes aient été lancées, il s'agit d'intensifier les efforts et d'accélérer les initiatives.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [FR](#)

## Impact and effectiveness of Structural Funds and EU policies aimed at SMEs in the regions

Type de publication Étude

Date 15-11-2011

Auteur externe Metis GmbH: Herta Tödtling–Schönhofer, Christine Hamza, Franz Tödtling, Marlene Hahn, Andreas Resch  
EPRC, University of Strathclyde: Laura Polverari, John Bachtler

Domaine politique Développement régional | Industrie

Mot-clé analyse économique | compétitivité | conséquence économique | coordination des financements | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds structurel | formalité administrative | innovation | instrument financier | libre circulation des capitaux | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique régionale de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | région et politique régionale | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | étude d'impact

Résumé This study provides a description of the general nature of SMEs and their development factors as well as the support that Cohesion Policy and other EU policies provide to SMEs. It then assesses practical aspects and effects of Cohesion Policy on enterprises and SMEs on the basis of a review of published materials and eight case studies drawn from SME-relevant ERDF OPs from 2007-2013; where possible, it also includes lessons learnt from 2000-2006. The conclusions and policy recommendations put forward clearly highlight the complex relationship between EU policies and SMEs as final beneficiaries of support in the EU multilevel governance system.

Étude [EN](#)

## Mise en oeuvre du test PME : obstacles et bonnes pratiques

Type de publication Étude

Date 15-07-2011

Auteur externe Claus Frelle-Petersen (Copenhagen Economics) and Christian Dahl Winther (Copenhagen Economics)

Domaine politique Industrie | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé analyse coût-bénéfice | analyse économique | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | gestion administrative | gestion comptable | marché unique | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | élaboration du droit de l'UE | étude d'impact | évaluation de projet

Résumé Cette étude présente l'état actuel de la mise en oeuvre du test PME au sein des États membres et des services de la Commission européenne. De plus, elle recense les défis et les obstacles qu'implique la mise en oeuvre du test PME et donne des exemples de bonnes pratiques permettant de poursuivre cette mise en oeuvre. L'étude conclut qu'il est hautement souhaitable de poursuivre la mise en oeuvre du test PME dans l'Union européenne.

Étude [EN](#)

Résumé exécutif [DE](#), [FR](#)

## Small Business Act for Europe

Type de publication En bref

Date 06-05-2011

Auteur COPELAND Nicholas

Domaine politique Industrie

Mot-clé action de l'UE | construction européenne | DROIT | droit de l'Union européenne | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | esprit d'entreprise | formalité administrative | innovation | marché unique | mesure nationale d'exécution | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | recherche et propriété intellectuelle | simplification législative | sources et branches du droit | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The Small Business Act for Europe (SBA), agreed in 2008, is an EU initiative based on ten principles and a number of concrete measures aimed at facilitating entrepreneurship. The Commission's review, published in February, assesses the progress achieved and proposes new actions.

En bref [EN](#)

## The Future of the Quality Policy in the Light of the CAP post-2013

Type de publication Étude

Date 15-03-2011

Auteur externe Denis PANTINI (Nomisma Spa, economic research institute, Italy)

Domaine politique Agriculture et développement rural | Protection des consommateurs

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | agro-alimentaire | AGRO-ALIMENTAIRE | commercialisation | consommation | formalité administrative | information du consommateur | politique agricole | politique agricole commune | pouvoir exécutif et administration publique | production alimentaire | produit alimentaire | produit alimentaire | qualité du produit | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX | étiquetage

Résumé The quality policy is an integral part of the CAP and represents a useful instrument to enforce at the same time the competitiveness of the agricultural system and the vitality of the rural areas. With the "quality package", changes are introduced in the normative outline of the PDO, PGI and TSG products, with the objective of answering to the needs of both producers, for a sustainable profitability, and consumers, for a higher information and guaranty on the provenience of the products. Nevertheless, considering the magnitude of structural and socio-economical differences that mark the quality production systems across Europe, the possibility to make the system capable of answering to the different needs seems to be still open.

Étude [EN](#)

## Implementation of the Directives on Health and Safety at Work as a Cost Factor

Type de publication Étude

Date 15-10-2010

Auteur externe Janne Sylvest, Karin Gros Pedersen, Benita Kidmose Rytz and Mette Damsbo (Rambøll Management Consulting, Denmark)

Domaine politique Emploi | Santé publique | Transposition et mise en œuvre de la législation

Mot-clé accident du travail | conditions et organisation du travail | EMPLOI ET TRAVAIL | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | formalité administrative | maladie professionnelle | milieu de travail | petites et moyennes entreprises | pouvoir exécutif et administration publique | santé au travail | type d'entreprise | VIE POLITIQUE

Résumé The study aims at better understanding the importance of Occupational Health and Safety (OSH) as a contributing factor to the economic viability of an organisation and looks into the potential effects of the proposals currently on the table for reducing administrative burdens in the field of health and safety at work. It considers the costs and benefits of compliance with OSH obligations, new and emerging risks and the need for new prevention measures to address these.

Étude [EN](#)



## Simplification of Audit Procedures and Shared Management in Cohesion Policy

Type de publication Analyse approfondie

Date 15-07-2010

Auteur externe Roland Blomeyer, Blomeyer & Sanz

Domaine politique Développement régional | Questions financières et bancaires

Mot-clé audit | budget | cohésion économique et sociale | construction européenne | contrôle financier | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | finances de l'Union européenne | Fonds structurel | formalité administrative | gestion administrative | politique régionale de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé This note analyses recent Structural Funds simplification measures with regard to their impact on the management and control systems under shared management. Until now, only a modest reduction of the Member States' administrative burden has been achieved. The focus on control deflects attention from content, and Member State stakeholders support further reform. Moreover, potential opportunities for efficient simplification are identified, such as enhancing the proportionality of management and control requirements and streamlining control and audit. The issues covered by this note were presented and discussed in the framework of the Workshop "Simplification in Cohesion Policy", held at the European Parliament on 21 June 2010.

Analyse approfondie [EN](#)

## Financial Rules in the Research Framework Programmes - Streamlining rules for participation in EU research programmes

Type de publication Étude

Date 15-04-2010

Auteur externe Deloitte Consulting (Belgium)

Domaine politique Budget | Politique de recherche | Questions financières et bancaires

Mot-clé audit | budget | contrôle financier | dépense de recherche (UE) | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | gestion administrative | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | programme-cadre de recherche et développement | recherche et propriété intellectuelle | règlement financier | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé The study provides an overview of the financial rules applicable to EU research framework programmes (FP6 and FP7) in order to identify areas of complexity both in the legal framework and in the way the rules are implemented. Its key findings and recommendations include the following:  
- rules should be communicated at the time the calls for proposals are published;  
- consistency of interpretation of the rules to be ensured by various means suggested;  
- a communication process ensuring consistent and reliable answers to beneficiaries;  
- the flat rate percentages should be better adapted to the specific categories of beneficiaries (SMEs, universities, NGOs, etc.);  
- the simplification process should result in a substantial reform of the financial rules applicable to research framework programmes, decided after consultation with all parties involved (beneficiaries and their representatives, DGs involved in FPs, DG BUDG, external auditors and the Court of Auditors);  
- the evolution of the rules should be smooth, so that the simplification process itself does not create an unnecessary burden.

Étude [EN](#)

## Contraintes juridiques et réglementaires concernant l'aquaculture dans l'Union européenne

Type de publication Étude

Date 15-09-2009

Auteur externe Ocean Law Information and Consultancy Services (UK) and Poseidon Aquatic Resources Management (UK) ; Lead Authors : C. Hedley and T. Huntington

Domaine politique Législation de l'Union: système et actes juridiques | Pêche

Mot-clé AGRICULTURE, SYLVICULTURE ET PÊCHE | aquaculture | DROIT | droit commercial international | droit international | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | politique de l'environnement | pouvoir exécutif et administration publique | protection de l'environnement | pêche | réglementation de la pêche | VIE POLITIQUE

Résumé L'étude examine les principales contraintes juridiques et réglementaires des politiques de l'Union européenne et des États membres en ce qui concerne l'aquaculture. Elle se concentre sur les principaux producteurs de l'Union européenne: l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni. Les contraintes et les charges identifiées sont évaluées à la lumière des besoins du secteur de l'aquaculture dans l'Union européenne et des principes contemporains en faveur d'une réglementation et de recommandations plus adaptées pour assouplir, rationaliser ou lever ces contraintes.

Étude [DE](#), [EN](#), [ES](#), [FR](#), [IT](#)

## [Implementation of the Services Directive](#)

Type de publication Étude

Date 15-04-2009

Auteur externe Frank Platthoff (Finanzministerium, Schleswig-Holstein, Germany), Marc Hameleers (Projectmanager Implementation Services Directive at the Ministry for Economic Affairs, The Netherlands), Clas Heinegård (Special Advisor EU Services Directive Team at the Ministry for Foreign Affairs, Sweden), Ana Camossa Neto (Advisor of the Secretary of State for Administrative Modernisation, Minostro da Presidência, Portugal), Marie-José Palasz (Head of Mission to the General Economic and Financial Audit Department at the Ministry for the Economy, Industry and Employment, France) and David Hingley (Project Manager, Services Directive Implementation Project at the Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform, UK)

Domaine politique Emploi | Marché intérieur et union douanière | Transposition et mise en œuvre de la législation

Mot-clé application du droit de l'UE | consommation | construction européenne | directive (UE) | droit de l'Union européenne | formalité administrative | marché unique | pouvoir exécutif et administration publique | service | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé The Service Directive is due to be implemented in Member States by the end of this year. Certain surveys and analysis conducted have shown that there is uneven pace in the transposition processes in individual Member States. The aim of the Workshop was to invite representatives from a selection of Member States to present the state of play of the national implementation. The focus was on the practical implementation of the Points of Single Contact and the potential for reduced administrative burdens for business in the Internal Market. Of special interest was to highlight best practices in the field.

Étude [EN](#)

## [L'avenir de la politique de cohésion après 2013](#)

Type de publication Analyse approfondie

Date 16-02-2009

Auteur KATSAROVA Ivana

Domaine politique Développement régional

Mot-clé cadre financier pluriannuel | cohésion économique et sociale | construction européenne | convergence économique | développement durable | développement régional | FINANCES | finances de l'Union européenne | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | gouvernance | marché unique | politique régionale de l'UE | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | règlement financier | région et politique régionale | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE

Résumé Cette note porte sur le suivi du débat relatif à l'avenir de la politique de cohésion, et présente quelques idées en vue d'une discussion conjointe avec les commissions parlementaires nationales chargées du développement régional.

Analyse approfondie [EN](#), [FR](#)

## [Mobilité des professeurs d'établissements scolaires dans l'Union Européenne](#)

Type de publication Étude

Date 15-12-2008

Auteur externe Gavan Conlon, Charlotte Duke and Pau Salsas (London Economics)

Domaine politique Emploi | Éducation

Mot-clé démocratisation de l'éducation | emploi | EMPLOI ET TRAVAIL | enseignant | enseignement | formalité administrative | formation des enseignants | libre circulation des travailleurs | marché du travail | mobilité professionnelle | organisation de l'enseignement | pouvoir exécutif et administration publique | statistique de l'éducation | VIE POLITIQUE | éducation | ÉDUCATION ET COMMUNICATION

Résumé Cette étude entreprend une analyse quantitative et qualitative de la mobilité des professeurs au sein des États membres de l'Union européenne lorsque les informations sont disponibles. Elle explore les bénéfices, coûts, points forts et points faibles des divers programmes de mobilité. S'appuyant sur des cas d'études, les auteurs identifient des pratiques réussies en matière de mobilité, mais investiguent également les domaines pour lesquels certaines améliorations pourraient être apportées. La présente étude établit des recommandations en matière de prise de décisions au niveau européen et national ainsi qu'à l'échelon des écoles qui pourraient s'avérer utiles en vue d'améliorer la conception et la mise en application des programmes de mobilité.

Étude [DE](#), [EN](#), [FR](#)

Résumé exécutif [XL](#)

## [The Small Business Act for Europe - New Ideas to Boost SMEs](#)

Type de publication Étude

Date 03-11-2008

Auteur externe Janne Sylvest and Benita Kidmose Rytz (Ramboll Management, Copenhagen, Denmark)

Domaine politique Environnement | Industrie | Questions financières et bancaires

Mot-clé compétitivité | construction européenne | droit de l'environnement | ENTREPRISE ET CONCURRENCE | ENVIRONNEMENT | FINANCES | finances publiques et politique budgétaire | formalité administrative | garantie de crédit | institutions financières et crédit | investissement et financement | organisation de l'entreprise | petites et moyennes entreprises | politique de financement | politique de l'environnement | pouvoir exécutif et administration publique | programme de l'UE | règlement financier | type d'entreprise | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé Executive summary

The Small Business Act for Europe was adopted by the European Commission in June 2008. It is an initiative by the European Commission to address the needs of Europe's small and medium-sized businesses, consisting of a set of 10 principles to guide the conception and implementation of policies at EU and Member State level. The aim of this study is to present the European Parliament with new ideas, food for thought and critical perspective for the Members of the ITRE Committee on the Small Business Act for Europe and the work leading to it, such as the Impact Assessment carried out in advance. The focus is put on three policy areas:

- Cutting red tape and bureaucracy for SMEs
- Improving access to finance for SMEs
- SME participation in EU programmes. [...]

Étude [EN](#)

## [Workshop on the Renewable Energy Directive Proposal](#)

Type de publication Étude

Date 25-06-2008

Auteur externe Mr Bart de Hue  
Ecofys Netherlands  
Dr. Angus Johnston  
Faculty of Law in the University of Cambridge  
Dr Mario Ragwitz (with contributions from C. Klessmann  
Dr. K. Neuhoff and Dr. G. Resch)  
Fraunhofer Institute Systems and Innovation Research, Karlsruhe  
Prof. Kai Wegrich  
Professor for Public Management, Hertie School of Governance, Berlin

Domaine politique Environnement | Énergie

Mot-clé biocarburant | directive (UE) | droit de l'Union européenne | détérioration de l'environnement | développement durable | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | gaz à effet de serre | mesure nationale d'exécution | politique économique | politique énergétique | pouvoir exécutif et administration publique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | ÉNERGIE | énergie douce | énergie renouvelable

Étude [EN](#)

## [How Effective is eu Aid on the Ground? a Comparative Assessment of Eu Aassistance in Cambodia, Mozambique and Peru](#)

Type de publication Étude

Date 02-10-2007

Auteur externe Alina Rocha Menocal, Geoff Handley, Sue Graves  
ODI  
Maria Teresa Albareda, Carlos Eduardo Aramburú  
Pontificia Universidad Católica del Perú

Domaine politique Développement et aide humanitaire

Mot-clé Afrique | aide internationale | Amérique | Asie - Océanie | bénéficiaire de l'aide | Cambodge | finances de l'Union européenne | formalité administrative | GÉOGRAPHIE | géographie politique | géographie économique | Mozambique | politique de coopération | politique de développement | politique internationale | politique économique | pouvoir exécutif et administration publique | Pérou | RELATIONS INTERNATIONALES | régime d'aide | régime du financement de l'UE | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCONOMIE | évaluation de l'aide

Résumé The authors of this report are Alina Rocha Menocal (ODI), Maria Teresa Albareda and Carlos Eduardo Aramburú (Pontificia Universidad Católica del Perú), Geoff Handley (ODI) and Sue Graves (ODI). The authors wish to thank Andrew Lawson and in particular Sven Grimm (German Development Institute, DIE) for their guidance and comments, as well as Roo Griffiths and Duncan Sinclair for their editorial assistance. Special thanks go in particular to the EC Delegations in Cambodia, Mozambique and Peru as well as all the other individuals who took time off from their busy schedules and agreed to be interviewed for this project.

Étude [EN](#)

## [Impact Assessment of Certain Aspects of the Working Time Directive](#)

Type de publication Étude

Date 09-07-2007

Auteur externe Terence Hogarth  
Simonas Vileikis  
Ramboll Management  
Norregade 7A  
DK-1165 Copenhagen K

Domaine politique Emploi | Législation de l'Union: système et actes juridiques | Évaluation de l'impact ex ante

Mot-clé clause d'exemption | conditions et organisation du travail | construction européenne | DROIT | durée du travail | EMPLOI ET TRAVAIL | formalité administrative | pouvoir exécutif et administration publique | simplification législative | sources et branches du droit | sécurité du travail | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Étude [EN](#)

## [Simplifying EU Environmental Policy](#)

Type de publication Étude

Date 08-04-2007

Auteur externe Andrew Farmer, IEEP

Domaine politique Environnement | Législation de l'Union: système et actes juridiques

Mot-clé codification du droit de l'UE | contrôle de la pollution | DROIT | droit de l'environnement | droit de l'Union européenne | détérioration de l'environnement | ENVIRONNEMENT | formalité administrative | gestion de l'eau | gestion des déchets | impact sur l'environnement | organisme génétiquement modifié | politique de l'environnement | pollution industrielle | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | simplification législative | sources et branches du droit | technologie et réglementation technique | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Étude [EN](#)

## [Asylum in the EU Member States](#)

Type de publication Étude

Date 14-01-2000

Auteur externe Stefan Ericsson (Consultant of Public International Law)

Domaine politique Droits de l'homme | Espace de liberté, de sécurité et de justice

Mot-clé compétence des États membres | convention européenne | DROIT | droit d'asile | droit de l'Union européenne | droit international | droit international relatif aux droits de l'homme | droits et libertés | formalité administrative | migration | politique de l'UE en matière de visas | politique internationale | politique migratoire de l'UE | pouvoir exécutif et administration publique | QUESTIONS SOCIALES | recours administratif | RELATIONS INTERNATIONALES | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE

Résumé This document contains a short description of relevant instruments concerning asylum and refugees, on a global and on a European level, mainly the definition of a refugee, procedural safeguards, accelerated procedures, the safe country of origin and safe third country principles, manifestly unfounded applications, the Dublin Convention (Part I). Part II makes a comparison between the practices of Member States and draws some conclusions as to the level of harmonisation. Part III contains a view of asylum procedures country by country for the 15 Member States.

Étude [EN](#)

## [Administrative Burdens and Procedural Rules in the EU's Research Programmes and in Those of the Individual Member States - A Comparative Study](#)

Type de publication Étude

Date 01-12-1998

Auteur externe James Stroyan, Erik Arnold and Jackie Senker (Technopolis Ltd, Brighton, UK)

Domaine politique Politique de recherche

Mot-clé formalité administrative | pouvoir exécutif et administration publique | PRODUCTION, TECHNOLOGIE ET RECHERCHE | programme de recherche | recherche et développement | recherche et propriété intellectuelle | VIE POLITIQUE

Résumé This study reviews the administrative burdens and procedural rules related to the research programmes run by the EU and individual Member States and develops political options for the improvement of the administrations and organisation of RTD programmes.

Étude [EN](#)

## Options pour un régime définitif de TVA

Type de publication Étude

Date 01-09-1995

Auteur PATTERSON Ben

Domaine politique Affaires économiques et monétaires | Marché intérieur et union douanière

Mot-clé commerce international | construction européenne | FINANCES | fiscalité | formalité administrative | formalité douanière | harmonisation fiscale | libre circulation des marchandises | marché unique | politique tarifaire | pouvoir exécutif et administration publique | TVA | UNION EUROPÉENNE | VIE POLITIQUE | ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Résumé La présente étude s'adresse aux membres du Parlement et aux autres personnes intéressées et a pour but de décrire le contexte du système communautaire de taxe sur la valeur ajoutée et d'examiner les options possibles pour un système de TVA 'définitif' après 1997.

Étude [EN](#), [FR](#)